

ULTIMATUM

LE JOURNAL DE L'ASSOCIATION POUR UNE SOLIDARITÉ SYNDICALE ÉTUDIANTE

NOUS SOMMES PRÊTS!

QU'IMPORTE LE GOUVERNEMENT,
QU'IL SE TIENNE TRANQUILLE!



MANIFESTATION

POUR UN REINVESTISSEMENT
PAS N'IMPORTE COMMENT!

29 MARS
2007
14H30

SQUARE-VICTORIA,
MONTREAL

*POUR LA GRATUITE
SCOLAIRE À TOUS
LES NIVEAUX*

*POUR L'AMÉLIORATION
DES RESSOURCES ET
SERVICES EN ÉDUCATION
POSTSECONDAIRE*

*POUR LA PROMOTION,
L'ACCESSIBILITÉ ET LA
FLEXIBILITÉ D'UN
SYSTÈME DE GARDE
PUBLIC DANS LES
INSTITUTIONS
D'ÉDUCATION
POSTSECONDAIRE*

Notre système d'éducation, toujours en danger

Par le Conseil exécutif de l'ASSÉ

Le Québec approche d'un moment crucial. Plus que jamais, les débats sur l'augmentation des frais de scolarité sont mis sur la table. Éditoriales, politiciens et politiciennes, gens d'affaires, administrations locales des institutions et même une frange de la droite étudiante unissent leurs voix pour réclamer une augmentation des frais de scolarité. Certains et certaines réclament que les frais soient indexés au coût de la vie alors que d'autres réclament qu'ils soient ajustés pour rattraper la moyenne canadienne. Répondant à cette demande de la droite, le parti Libéral du Québec a annoncé que s'il est élu, il haussera les frais de scolarité. Ce dégel, au bout de cinq ans, représentera une hausse d'environ 30 % des frais de scolarité.

On nous affirme que ces hausses des frais de scolarité ne nuiraient pas réellement à l'accessibilité aux études post-secondaires, car l'éducation dans le reste du Canada est très accessible malgré des droits de scolarités plus élevés. Cependant, comment peut-on expliquer que dans 70 % des cas, selon une étude réalisée par Statistiques Canada, les jeunes considèrent les raisons financières comme l'obstacle premier quant à l'abandon de leurs études? On nous dit ensuite qu'on améliorera le système de prêts et bourses pour pallier à l'augmentation des frais. Le système de prêts et bourses est déjà inadéquat. L'argent réinvesti ne permettra certainement pas de compenser pour la hausse, surtout qu'il manque déjà cruellement de fonds, et ne remettra aucunement en cause la logique d'utilisateur-payeur qui sévit en éducation.

“ Avec le dégel qui est plus menaçant que jamais, il nous faudra doubler d'ardeur. Les moyens de pressions devront s'intensifier.”

Il faut dès maintenant s'opposer massivement au dégel qui menace les étudiants et étudiantes du Québec en mettant de l'avant le discours sur la gratuité scolaire.

Pour gagner, il faut lutter

Depuis sa création, en 2001, l'ASSÉ s'oppose à cette logique clientéliste qui s'est installé depuis déjà trop longtemps dans le système d'éducation. Cette année nous nous sommes lancé-e-s dans une lutte pour réclamer la gratuité scolaire. Nous nous sommes également positionné-e-s pour exiger davantage de ressources et services en éducation et ce, sans l'intervention du privé. Finalement, l'ASSÉ réclame éga-

lement la mise sur pied d'un système de garde public pour les parents-étudiants du Québec.

Il s'agit d'une lutte qui nous oppose à tous ceux et à toutes celles qui veulent le désengagement de l'État des programmes sociaux, notamment en éducation. Elle sera difficile, nous en sommes conscients et conscientes. Cependant, elle a démarré du bon pied. Par exemple, une campagne de pétition en faveur de nos revendications est allée chercher un peu moins de 10 000 signatures en moins d'un mois et est toujours en cours. Grâce à la Manif' action du 6 décembre dernier à Montréal, nous avons pu publiciser nos revendications en distribuant du matériel d'information à la population, tout en remettant l'ensemble des signatures de la pétition au ministère de l'éducation. De plus, au Québec, un nombre grandissant d'associations étudiantes se sont positionnées en faveur de la gratuité scolaire.

En effet, de plus en plus de membres de la population étudiante démontrent qu'ils et elles veulent davantage que le gel des frais de scolarité. Peut-on parler de gel des frais lorsque les administrations locales augmentent la facture étudiante pour les frais afférents et de toutes autres natures ? Peut-on parler d'accessibilité à partir du moment où on facture l'éducation, peu importe le montant ? Ces étudiants et étudiantes affirment, en rejetant le supposé gel des frais et en revendiquant la gratuité scolaire, que l'éducation doit cesser d'être assujettie aux lois du marché et réaffirme clairement et publiquement que l'éducation est un droit et non un privilège. En ce sens, elle doit être accessible universellement. C'est-à-dire que personne, soit par leur situation économique, familiale ou sociale, ne doit être mis à l'écart du système d'éducation s'il ou elle souhaite étudier.

La lutte s'intensifie

Avec le dégel qui est plus menaçant que jamais, il nous faudra doubler d'ardeur. Les moyens de pressions devront s'intensifier puisque le gouvernement n'a toujours pas répondu favorablement à nos revendications.

Il faut donc passer à l'étape suivante. Des actions locales sont prévues tout au long du mois de mars, celles-ci devraient culminer pendant la semaine du 19 au 23 mars, la semaine nationale d'actions locales. Ensuite, une manifestation nationale se tiendra le 29 mars prochain à Montréal où l'ASSÉ appelle également à une journée nationale de grève pour favoriser une mobilisation importante pour sensibiliser la population québécoise et aussi pour démontrer notre volonté de défendre le droit à l'éducation. De nombreuses associations membres et non-membres de l'ASSÉ se sont déjà positionnées pour tenir des référendums et des assem-

blées générales de grève pour cette journée du 29 mars. Les objectifs de cette manifestation sont simples :

- 1-Démontrer très clairement au gouvernement nouvellement élu que nous comptons mettre fin à l'élitisme engendré par un système utilisateur-payeur où les moins nanti-e-s sont dans une situation extrêmement précaire.
- 2- Prouver que les étudiants et étudiantes sont prêts et prêtes à prendre les moyens nécessaires pour mener leur lutte à terme.

Table des matières

Conjoncture électorale
p. 3

Indépendance politique
de l'ASSÉ p. 4

Revenu minimum garanti
p. 5

Luttes sociales p. 6

Le budget libéral p 7

Peut importe quel parti sera élu le 26 mars, l'État ne changera son orientation néolibérale que si le peuple le contraint à le faire. C'est ce que nous devons faire. La manifestation du 29 mars ne sera fort probablement que le début de notre lutte mais il faut être nombreux et nombreuses dans les rues de Montréal pour faire valoir notre point de vue. Les gains sont possibles, il ne nous reste plus qu'à prendre les choses en mains. Malheureusement, pour faire changer la société, il ne suffit pas de tracer un X à côté d'un nom de Parti. Nous devons faire vivre la démocratie dans les rues, par la lutte.

C'est de cette façon que nous arriverons à faire de notre éducation ce qu'elle devrait être : un droit auquel aucune barrière économique ne peut empêcher, une éducation de qualité qui ne sert pas les besoins des entreprises privées mais bien ceux des étudiants et étudiantes et un système qui permettra à chaque individu d'accéder à l'éducation par des mesures concrètes, comme des services de gardes garde publics dans les établissements d'enseignement pour les milliers de parents-étudiants du Québec.

Finalement, n'attendons pas un dégel ou une autre attaque contre l'éducation pour agir. L'éducation est un droit et non un privilège : soyons nombreux et nombreuses à unir nos voix le 29 mars pour le faire entendre à la population. Forçons le gouvernement à réagir à nos revendications avant qu'il nous attaque et imposons nos priorités plutôt que de subir les siennes.

1. BOWLBY, Jeffrey W. et MCMULLEN, Kathryn. À la croisée des chemins : premiers résultats de la cohorte des 18 à 20 ans de l'Enquête auprès des jeunes en transition, Statistique Canada, 23 janvier 2002.

L'Ultimatum est le journal de l'ASSÉ, il est produit par le Comité journal et ses collaborateurs et collaboratrices.

Ont contribué à ce numéro : Alexandre Leduc, Guillaume Manningham, Jean-Sébastien Ranger, Rémi Bellemare-Caron, Marie-Michèle Whithlock, Geneviève Simon, Lizanne Guay, Franccesca Cancino, Julie Rousseau, Julie Descheneaux, Sandra Bérubé, Sophie Shoen, Hubert Gendron-Blais et le Conseil exécutif.
Pages couvertures : David Simard.

Correction : Jean-Sébastien Ranger, Hubert Gendron-Blais, Rémi Bellemare-Caron, Guillaume Manningham, Valérie Soly, Sophie Gosselin et Andréanne Sabourin.

Mise en page : Rémi Bellemare-Caron, Jean-Sébastien Ranger, Guillaume Manningham.

Impression : Payette et Simms.

Distribution : On fait notre possible!

Tirage : 13 000 exemplaires.

Dépôt légal à la Bibliothèque Nationale du Québec : ISSN : 61999, No. 619994

Conjoncture électorale

Par Alexandre Leduc
Étudiant en histoire à l'UQAM

Les élections provinciales nous amènent, en tant que mouvement social, à se questionner sur notre action dans le cadre électoral. Tout d'abord, faisons une étude globale du contexte actuel et des acteurs et actrices en présence.

Après un sommet historique d'impopularité atteignant 70%, force est de constater que Charest a bien distribué ses bonbons en fin de mandat, car selon les récents sondages, sa réélection serait cautionnée par une confortable proportion de personnes inscrites à la liste électorale.

Pourtant, les nombreuses attaques rétrogrades du gouvernement Charest sont encore fraîches dans la mémoire de bien des gens. Ne mentionnons que la loi 142, le Suroît, le Mont Orford, la restructuration syndicale dans les hôpitaux, le CHUM, la SAQ, le développement éolien laissé au privé, la privatisation de la distribution de l'eau et tant d'autres exemples. Comment passer sous silence la réforme de l'aide financière aux études en 2004? Cette attaque directe à l'accessibilité à l'éducation a engendré une des plus grosses mobilisations étudiantes de l'histoire du Québec.

“ l'histoire nous le démontre bien, les gains en éducation se font dans la rue. Seule la lutte paie”

La réélection de ce gouvernement n'augure rien de bon en termes progressistes, surtout en matière de frais de scolarité. La promesse faite par Charest de procéder à une hausse cumulative de 50 \$ par session des frais de scolarité laisse croire qu'il est passablement confiant quant à sa réélection. En effet, à défaut de promettre le sempiternel gel, il aurait été électoralement plus profitable de ne rien promettre du tout pour ensuite, une fois réélu, légitimer sa hausse en s'appuyant sur la crise des finances publiques. Crise elle-même artificiellement générée par le manque de volonté politique de taxer plus justement les classes les plus aisées de la population.

Autre hypothèse : peut-être Charest promet-il le dégel pour aller chercher l'électorat adéquat, « lucide », plus sympathique à ce genre d'idées. La hausse de popularité de l'ADQ, entre autres dans la région de Québec, n'a rien pour plaire aux deux grands partis.

Du côté péquiste, rien d'étonnant que Boisclair se soit prononcé pour le gel. En effet, cet ancien représentant de la droite du mouvement étudiant a dû satisfaire les éléments centristes de son parti, dont le conseil national des jeunes (CNJPQ), historiquement très près de la Fédération Étudiante Universitaire du Québec (FEUQ). Sa petite ouverture à une perspective de gratuité ne doit pas être perçue comme autre chose que de la poudre aux yeux visant à rallier une partie du vote jeune progressiste.

Une caravane pour le gel ?

Les fédérations étudiantes ont lancé en grandes pompes leur caravane pour le gel. Le concept vise à constituer un groupe d'étudiants et d'étudiantes qui iront perturber les rassemblements et événements du PLQ dans les comptés chauds du Québec. Plusieurs milliers de dollars plus loin, les lobbies étudiants espèrent que leurs actions convaincront les électeurs et électrices de voter « anti-dégel ».

Ce projet comporte plusieurs problèmes éthiques et stratégiques. Tout d'abord, lorsqu'on regarde la scène politique, le seul parti ayant la même position que les fédérations est le Parti Québécois (PQ). En conséquence, faire une campagne pro-gel, anti-libéral revient en quelque sorte, en termes réalistes, à souhaiter une élection de son principal opposant politique, le PQ. Lorsque le président de la FEUQ dit en entrevue que la caravane sera présente dans les comptés chauds, on se doit d'en tirer les conclusions logiques. Dans ces circonscriptions, la lutte se mène entre le PQ et le PLQ. Qu'on se le tienne pour dit, même si aucun fédéré ne l'admettra, la campagne « Caravane pour le gel » vise rien de moins que l'élection du PQ pour contrer le dégel annoncé de Charest.

Sur le plan stratégique, le regroupement récent de la gauche électorale au sein de Québec Solidaire (QS) risque de gruger plusieurs votes progressistes au PQ. De l'autre côté du spectre politique, les déclarations incendiaires de Mario Dumont sur les accommodements raisonnables devraient affaiblir la droite du PQ au profit de l'Action Démocratique du Québec (ADQ). En somme, à moins d'un revirement spectaculaire, le PLQ devrait être reporté au pouvoir. En d'autres termes, l'activité que déploient actuellement les fédérations étudiantes afin que Jean Charest perde ses élections, participe, à terme, au discredit de notre combat pour l'éducation.

En effet, quel est le plan des fédérations après le 26 mars? Que se passera-t-il si Charest est réélu? En se basant sur un "mandat clair" de la population, il aura toute la lassitude de dénoncer l'illégitimité de nos moyens de pression. Cela dit, même si Charest écarte les fédérations, il n'écartera pas le mouvement étudiant au complet...

Et pour notre syndicat ?

Plongé au cœur du débat électoral, l'ASSÉ s'est dotée, lors de son congrès des 17 et 18 février, d'une position en faveur de la participation de l'ASSÉ au débat public dans le cadre de la campagne. En critiquant la position de partis politiques,

Manifestation nationale du 29 mars

Six bonnes raisons de faire la grève pour manifester

Par Hubert Gendron-Blais
Étudiant à l'UQAM

1. Disons-le franchement : la manifestation du 29 mars est le point culminant de la campagne annuelle de l'ASSÉ. La grève peut fort bien en être le catalyseur.
2. Une grève permet (évidemment) au plus grand nombre possible de sortir manifester, sans contrainte pédagogique.
3. La grève permet de cristalliser l'importance des revendications au niveau local.
4. Et dans le pire des cas, une assemblée générale de grève sensibilise les membres à la cause, quel qu'en soit le résultat.
5. Après un an de mobilisation, il est temps d'entamer une escalade progressive des moyens de pression : après les pétitions et la Manifest'Action, la grève d'une journée est un bon départ...
6. Une grève qui paralyse le système d'éducation montre notre détermination tout en pressant le gouvernement d'agir dans les plus brefs délais.

l'ASSÉ ne se convertit pas en lobby. Au contraire, elle reconnaît l'élection comme un moment politique non-négligeable qui ouvre une fenêtre en matière de débat public. Dans notre lutte pour la gratuité scolaire, nous n'avons pas les moyens de faire l'économie de l'utilisation de cette fenêtre.

Par contre, l'ASSÉ reconnaît aussi, en dernière instance, que l'issue des urnes n'engendrera pas le moindre gain en éducation. Un vote pour une personne ou une autre n'améliorera pas en soi l'accessibilité aux études. En effet, 15 ans de promesses sur le gel n'ont rien amené en terme d'amélioration substantielle au monde de l'éducation post-secondaire, malgré ce qu'en dit la section « gain » du site internet de la FEUQ. Non, l'histoire nous le démontre bien, les gains en éducation se font dans la rue. Seule la lutte paie.

Perspectives d'avenir ?

Que tous les politiciens et toutes les politiciennes se le tiennent pour dit: peu importe qui accède au pouvoir, nous ne laisserons aucun parti dégrader nos conditions de vie et d'études. Le seul dégel envisageable est un dégel vers le bas, vers la gratuité. L'ASSÉ est actuellement la seule association étudiante nationale qui envisage courageusement la possibilité d'entrer en grève pour défendre le droit à l'éducation.

C'est donc maintenant qu'il faut enclencher notre gradation de moyens de pression. La semaine d'actions précédant la manifestation nationale du 29 mars revêt donc une grande importance afin de lancer notre message sur nos campus, nos villes et nos régions, à l'effet que nous sommes prêts et prêtes à mettre en branle les moyens de pressions nécessaires pour défendre le droit à l'éducation.

Étudiants, étudiantes, aux assemblées générales!

ACTIONS ET MOBILISATIONS

À VENIR...

**Dans le cadre de la campagne
“Pour un réinvestissement,
pas n'importe comment!”**

**Du 19 au 23 mars:
Semaine nationale
d'actions locales
(Contactez votre association locale
ou regroupez-vous
pour en organiser une!)**

**Le 29 mars:
Manifestation nationale à
Montréal
Départ à 14:30 du Square Victoria**

Budget 2007-2008: des choix politiques clairs

Par Julie Descheneaux
Étudiante en sociologie à l'UQAM

Le Budget du Québec pour 2007-2008 a été déposé par le Parti libéral du Québec, tout juste avant l'annonce des élections. S'il y a croissance économique, s'il y a plus d'argent dans les coffres de l'État, pourquoi nous fait-on croire qu'il faut se serrer la ceinture? Un choix idéologique caché des gouvernements au pouvoir qui se succèdent?

Depuis 2003, c'est un réinvestissement de 1,7 milliard de dollars en éducation que le budget nous présente, incluant 567 millions pour la présente année¹. Difficile à croire, n'est-ce pas, compte tenu de l'état lamentable du réseau? Pourtant, ce sont de réels chiffres. Mais que se passe-t-il en éducation?

Un examen plus approfondi de la répartition des sommes du budget nous fait comprendre que les solutions envisagées par les gouvernements sont en réalité elles-mêmes porteuses de problématiques. C'est un cercle vicieux : l'argent dédié aux services sociaux ne fait qu'accélérer sa mise en marché et la privatisation du réseau. Et plus on demande aux entreprises privées d'intervenir, plus elles créent des problèmes que l'État doit par la suite régler!

Vision collective versus régime privé

Les budgets du ministère de l'Éducation ne prennent pas en considération l'augmentation des coûts de système (par exemple les coûts hydroélectriques... malgré qu'Hydro-Québec soit une société d'État!). Le montant accordé pour le fonctionnement de base des institutions d'après le nombre d'inscriptions a diminué drastiquement. Un professeur de l'Université McGill va même jusqu'à affirmer que « le budget a diminué de 35 p. 100 depuis 1985 »². Le développement des cégeps et universités n'est plus au service des principes d'accessibilité et de qualité, ni même du droit à l'éducation. C'est plutôt une vision axée sur un rendement économique qui est mise de l'avant.

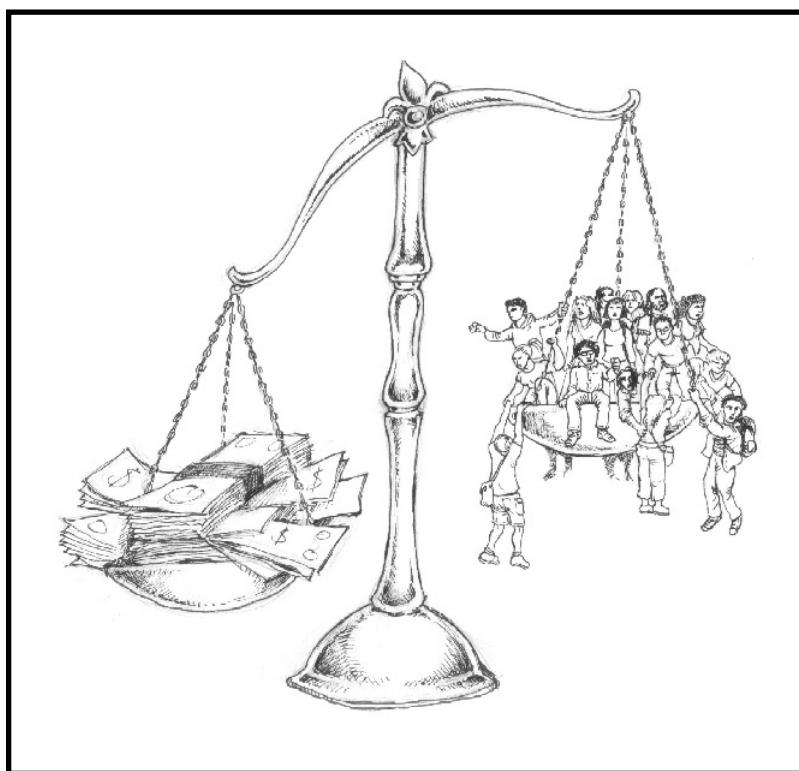
Dans le Budget 2007-2008, cette tendance est fort présente. Un crédit jusqu'à 3 600 \$ par enfant est consacré pour les familles qui utilisent le régime d'aide financière à l'épargne-études, favorisant ainsi à moyen terme la déresponsabilisation de l'État dans ses engagements pour soutenir les étudiants et les étudiantes. Dans le Budget 2006-2007, d'autres mesures de mêmes connotations ont été instaurées, notamment les déductions et les crédits d'impôt aux particuliers

en échange de dons d'instruments de musique. Ce n'est donc pas en prévoyant à même le budget de l'État des montants d'argent pour renflouer les écoles qu'on s'assure de la présence adéquate d'instruments de musique dans les écoles, mais bien en donnant cet argent à des individus qui ont décidé de le faire. N'est-ce pas le signe d'un glissement significatif vers la mise en compétition des institutions du réseau (les meilleures écoles risquent d'avoir davantage de dons ou d'instruments de meilleure qualité), au risque de bafouer les fondements de l'éducation publique?

Cette logique est particulièrement frappante dans le changement de la mission de l'enseignement supérieur et du financement qui l'accompagne : les sommes investies par les gouvernements sont avant tout orientées pour la recherche et le développement. C'est la mise en marché de tout produit ou procédé qui est prise en considération; la recherche n'est donc que purement utilitaire, la recherche fondamentale

années 1970. Ils n'ont réussi que l'espace d'un instant à faire entendre raison aux gouvernements : nous sommes citoyens, nous sommes citoyennes, l'État doit satisfaire nos besoins et non ceux des entreprises privées et de leurs propriétaires.

C'est un véritable retour en force de la logique de croissance économique : moins les entreprises privées ont de barrières économiques, plus elles peuvent participer à la production nationale, plus elles investissent, plus il y a d'emplois disponibles, plus les employé-e-s peuvent consommer... Et si les présupposés de cette vision économique étaient tronqués? Un plus faible taux de chômage ne signifie pas les emplois créés permettent de faire manger toute une famille! L'investissement d'une entreprise n'est pas gage d'ouvertures de postes (ni de salaires décents!). Les subventions gouvernementales aux compagnies ne sont pas garanties de leurs choix financiers : déménageront-elles? Mettront-elles à la porte les salarié-e-s?



Le problème n'est pas la création de la richesse, mais plutôt sa répartition. L'État ne devrait-il pas s'atteler à favoriser cette redistribution? Pendant que le taux d'endettement à la consommation atteint des records de 32,4 % en 2005 (contre 15,7 % en 1981)⁴, il allège les fardeaux fiscaux des compagnies : les entreprises manufacturières qui investissent n'auront plus aucune taxe sur le capital à payer, plan de soutien de 1,4 milliard de \$ pour l'industrie forestière, 150 millions \$ réservés pour subventionner les entreprises. Posons-nous les vraies questions : à qui profitent ces sommes dédiées aux entreprises? À qui profitent au contraire celles consacrées à l'accessibilité et à la qualité des réseaux de la santé et de l'éducation?

1. Les chiffres sont directement tirés du Budget 2007-2008, disponible en ligne sur le site du Ministère des Finances, <http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2007-2008/index.asp>

2. PAYEUR, Sophie, « Lourde, lourde, la recherche de financement », Découvrir, ACFAS, volume 22, numéro 2, mars-avril 2001, disponible en ligne, http://www.acfas.ca/decouvrir/enligne/enjeux/222_financement.html

3. Ministère des Finances, « Un Québec plus prospère », Budget 2007-2008, p. 32, disponible en ligne, <http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2007-2008/fr/pdf/QuebecProspere.pdf>

4. Institut de la Statistique du Québec, Taux d'endettement à la consommation au Québec et au Canada, 1981-2005, disponible en ligne, http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/econm_finnc/insti_finnc_coopr/taux_end.htm

étant mise de côté. Il est aussi intéressant de noter qu'en 2007-2008, Québec « injectera 888 millions de dollars pour accroître la commercialisation des résultats de la recherche »³ - rappelons que la gratuité scolaire ne coûterait qu'environ 500 millions!

Le mythe de la croissance économique

Il n'est pas nouveau de miser sur l'investissement privé pour favoriser le développement du Québec. C'est pourtant, il faut se le rappeler, spécifiquement cette approche économique que les mouvements sociaux critiquaient dans les

Implique-toi dans les comités de l'ASSÉ

L'ASSÉ tiendra son Congrès annuel les 27-28-29 avril prochain à Joliette. À ce moment, l'ensemble des postes des conseils et comités de l'ASSÉ seront ouverts aux élections pour les gens intéressés. Pour connaître les procédures pour se présenter, avoir davantage d'informations sur les postes ou toute autre question, consultez le site internet de l'ASSÉ:

www.asse-solidarite.qc.ca

Voici les différents comités et conseils de l'ASSÉ :

★ Conseil exécutif

★ Comité journal

★ Comité femmes

★ Comité à la mobilisation

★ Comité à l'information ★ Comité international

★ Comité recherche et affaires académiques

NE COMPTONS QUE SUR NOS PROPRES MOYENS

Par Jean-Sébastien Ranger,
Étudiant en science politique à l'UQAM

À entendre les rumeurs d'élections qui circulent dans les médias et les déclarations à haute saveur électoraliste émises par les élites politiques, le printemps sera probablement chaud, et ce, tant au niveau provincial que fédéral. En effet, nous aurons « droit », en tant que citoyennes et citoyens, à un véritable cirque électoral où langue de bois côtoiera malhonnêteté, populisme primaire et primate, à-plat-ventrisme face aux vautours du Conseil du patronat et discours néolibéraux démagogiques. Dans ce contexte, il semble opportun que l'ASSÉ réaffirme ses convictions d'indépendance face aux partis politiques et, plus globalement, face au processus électoral, qui est grandement contrôlé et falsifié par quelques médias de masse qui ne sont que les figures médiatisées du Capital. Il sera donc question, dans ce texte, d'expliquer l'importance de l'autonomie politique pour une organisation étudiante de type syndical combatif comme l'ASSÉ.

Les types de syndicalismes

Le syndicalisme, qu'il soit de type ouvrier ou étudiant, n'est pas un phénomène homogène, même si les chantages de la destruction sociale semblent le condamner en bloc sans aucune distinction. En effet, comme l'a bien démontré Jean-Marc Piotte, dans son ouvrage *Un syndicalisme de combat* (1977), il existe divers types de syndicalismes¹; nous en ferons un petit tour d'horizon en adaptant la description de Piotte (qui est celle du syndicalisme ouvrier) au syndicalisme étudiant.

Un premier type de syndicalisme, conservateur et patronal par excellence, est le syndicalisme de boutique. Ce dernier se caractérise par un apathisme politique (donc aucun moyens de pression), un corporatisme égoïste niant l'existence d'un mouvement étudiant (ou syndical) lui-même, une vie démocratique presque nulle où les membres ne sont pas mobilisés et une confiance aveugle digne d'un copinage grossier avec le patronat (l'État, dans le cas qui nous intéresse). Un exemple d'un syndicat « jaune » existant dans le mouvement étudiant serait, sans contredit, le Regroupement étudiant des facultés d'administration de l'est du Canada (REFAEC), qui prône un dégel « raisonnable » des frais de scolarité, tout comme les jeunes libéraux (c'est spécifié sur leur site internet). En effet, les dirigeantes et dirigeants de cette organisation souhaitent un recul en matière d'accessibilité à l'éducation, parce qu'ils et elles ne sont pas solidaires envers les personnes qui souffriront d'un endettement étudiant et qui n'auront pas des salaires mirobolants pour rembourser en toute aisance.

Un deuxième type de syndicalisme est le syndicalisme d'affaire ou de concertation, qui est pratiqué notamment par la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et, au niveau syndical ouvrier, par la CSD et la FTQ, principalement. Ce syndicalisme prône la discussion avec les élites politiques, la concertation, la bonne entente enfantine et une démocratie interne assez primaire. L'information et la mobilisation des membres de la base y est plutôt faible et la grève est vue comme un moyen de pression à prendre seulement en dernier recours. Ses

revendications sont à son image : le statut quo et l'immobilisme (la FEUQ est pour un gel des frais de scolarité).

Le dernier type de syndicalisme est le syndicalisme de combat, dont se réclame l'ASSÉ et dont se réclament également une partie progressiste du mouvement syndical ouvrier. Pour l'ASSÉ, l'étudiant ou l'étudiante est un travailleur ou une travailleuse intellectuelle qui possède ses propres intérêts. Ces derniers doivent être promus à l'aide de moyens de pression dépendamment du rapport de force existant et doivent s'inscrire dans une perspective sociétale générale. Contrairement aux syndicats d'affaires qui se réfugient dans le cynisme pour justifier la concertation et abandonner la lutte, l'ASSÉ croit que ce rapport de force doit être construit grâce, en outre, à l'information, à la mobilisation et à la

“Il s'agit donc d'appuyer nos revendications et nos actions sur un mouvement de masse et démocratique qui est autonome face au jeu parlementaire faussé.”

participation des membres à leurs assemblées générales. De plus, les revendications de l'ASSÉ s'inscrivent dans un cadre réellement progressiste, comme en témoigne la campagne actuelle de l'ASSÉ qui visent à améliorer significativement la condition étudiante et qui, à plus long terme, visent une réelle démocratisation de l'éducation. Autre point important que mentionne Piotte à propos du syndicalisme de combat : la nécessité de syndicats locaux autonomes, forts, politiques, participatifs et mobilisateurs.

L'indépendance politique: une nécessité pour l'ASSÉ

Comprenons-nous bien : l'indépendance politique de l'ASSÉ ne signifie pas que l'ASSÉ est apolitique et qu'elle désire l'isolement total. Loin de là, l'indépendance politique de l'ASSÉ est synonyme de non-partisannerie et elle provient également d'une volonté critique envers le jeu parlementaire où l'électorat n'est que le vulgaire pion des machines élec-

torales millionnaires et des médias asservis aux grands partis, ainsi qu'envers un mode de scrutin anti-démocratique hérité de l'ère coloniale. De plus, l'ASSÉ gardera toujours jalousement son indépendance face à l'État, ce que ne peuvent prétendre la FEUQ et la FECQ qui se font subventionnées (ah! les belles chambres d'hôtels) par l'État lui-même. Ceci tient d'une analyse erronée des syndicalistes affairistes qui voient en l'État l'expression de la volonté générale², alors que nous savons très bien que l'État défend les intérêts d'une minorité privilégiée. Cette dernière voit en l'éducation accessible et gratuite une menace au maintien des structures sociétales de domination qu'elle contrôle.

Ainsi, au niveau de la lutte politique, l'ASSÉ privilégie l'alliance avec d'autres mouvements sociaux progressistes en vue d'un changement radical des structures de la société, tant au niveau national et international : cela fait partie d'un des principes de bases de notre organisation. De plus, l'ASSÉ appuie beaucoup de luttes qui dépassent les luttes étudiantes : les luttes féministes, environnementales, ouvrières, etc. Voilà donc une position anti-corporatiste où la lutte pour l'accessibilité, la qualité et la démocratisation de l'éducation est perçue comme partie prenante d'une lutte globale visant à établir une société démocratique et égalitaire, donc de faire de la politique par le « bas » et non par le « haut ». Il s'agit donc d'appuyer nos revendications et nos actions sur un mouvement de masse et démocratique qui est autonome face au jeu parlementaire faussé.

Prenons notre pouvoir

En conclusion, les quinze dernières années nous ont appris quelque chose de fondamental: la concertation affairiste est un échec sur toute la ligne, puisqu'elle n'a jamais réussi à obtenir des gains ou des avancées en terme d'accessibilité à l'éducation. En fait, les syndicats affairistes ne font que pratiquer de la gestion de coupures. Parler à des député-es, pendant une campagne électorale, qui sont esclaves d'une ligne de parti ne nous mène à rien. Il est grandement temps de repasser à l'offensive et d'arrêter de revendiquer des miettes, alors que nous avons droit à bien plus. L'État sera obligé de nous considérer que si nous sommes des masses dans la rue et impliqués dans des syndicats étudiants vivants. Il s'agit, certes, d'un combat long et difficile, mais nous n'avons pas le droit en tant que citoyennes et citoyens de nous réfugier dans le cynisme, puisque celui-ci fait le jeu des élites réactionnaires qui dirigent nos sociétés. Il nous faut donc raviver la flamme du militantisme, le désir de vaincre et le goût pour l'implication.

**Ne comptons que sur nos propres moyens !
Nous vaincrons !**

1. Je n'inclus pas dans ce survol rapide le syndicalisme révolutionnaire, puisqu'au Québec, il est inexistant. Par contre, beaucoup de militants et de militantes œuvrant dans le syndicalisme de combat sont révolutionnaires, ce qui m'arrive à intégrer le syndicalisme révolutionnaire dans le syndicalisme de combat.

2. En fait, les syndicalistes affairistes sont victimes d'une vision idéaliste de l'État qui est prônée, entre autres, par des idéologues néolibéraux qui veulent ainsi masquer la vraie nature matérielle de l'État : le monopole de la violence « légitime » par la classe sociale dominante de la société.



15 mars 2007: 11e Journée internationale contre la brutalité policière

Par Guillaume Manningham,
Étudiant en histoire à l'UQAM

Les forces de l'ordre capitaliste, les services policiers au niveau municipal, provincial et fédéral, agissent souvent dans l'impunité la plus complète au Québec et dans le monde entier contre les mouvements sociaux et les individus indésirables à leurs yeux (personnes de couleur, prostituées, jeunes de la rue, etc.). En 2006, afin de dénoncer ces situations, des manifestations furent organisées à Montréal, Toronto, Winnipeg et Vancouver, ainsi que dans plusieurs villes au Mexique. Cette année également, et ce, pour une 11e année de suite, le Collectif opposé à la brutalité policière (COBP) organise une manifestation à Montréal.

En tant qu'organisation étudiante se réclamant du syndicalisme de combat, nos actions supportant nos revendications se butent régulièrement aux forces policières. Rappelons l'attaque violente des forces de l'État avec des gaz lacrymogènes contre une manifestation de l'ASSÉ à Québec le 6 novembre 2003. Une personne avait reçu un projectile en plein dans l'œil : les flics n'avaient pas utilisé la méthode « sécuritaire », c'est-à-dire tirer les canettes de gaz au sol ou dans les airs, c'est plus efficace de tirer dans la face des gens à moins de trois mètres... Soulignons aussi l'arrestation de masse (170 arrestations) le 19 novembre 2004 à Montréal lors d'une manifestation contre la tenue du Congrès du Parti libéral du Québec. Également, rappelons nous, durant la grève étudiante de 2005, des centaines d'arrestations arbitraires et des dizaines de cas de répression brutale de la part des forces policières, que ce soit dans des manifestations, des actions ou sur les campus (Cégep de Sherbrooke, Cégep du Vieux-Montréal, UQAM et Cégep de St-Jérôme entre autres).

Voilà de bonnes raisons pour être présents et présentes à la manifestation du COBP le 15 mars. Voici les principales revendications de la manifestation :

1) ASSEZ DE BAVURES POLICIÈRES ET D'IMPUNITÉ;

La police harcèle, brutalise des gens et abuse de son autorité tous les jours. La police est une institution patriarcale; en 2006 seulement, deux agents du SPVM ont été accusés de nombreux viols sur des mineures. De plus, la police de Montréal a tué au moins 37 personnes en vingt ans. Dans la grande majorité des cas, les policiers, coroners, procureurs et ministres font tout pour protéger les policiers assassins et cacher la vérité,



ce qui fait que ces crimes restent impunis. Il est plus que temps d'ouvrir une enquête publique sur ces morts dont personne ne parle. Avec les millions investis au nom de la « guerre au terrorisme » pour ajouter des caméras dans les rues et dans le métro, le gouvernement augmente le contrôle social sans renforcer la sécurité des gens face aux abus policiers. Avec l'entrée du SPVM dans le métro de Montréal en 2007, va-t-on voir comme à Londres un innocent abattu par un policier qui l'a pris pour un terroriste à cause de sa peau foncée?

2) ARRÊTEZ LA CHASSE AUX PAUVRES;

La Ville de Montréal continue d'utiliser les lois et la police pour chasser les pauvres de la rue pour que les commerçants et les touristes s'y sentent en sécurité. Le Conseil municipal a adopté en 2006

un règlement annonçant la fermeture des carrés et autres places publiques la nuit. Bien sûr, les flics et les maires dorment au chaud...

3) ARRÊTEZ LE PROFILAGE RACIAL ET LE COLONIALISME;

La police de Montréal pratique le profilage racial, soit une discrimination basée sur la couleur de la peau, la culture ou la religion. Mohamed Anas Bennis est mort le 1er décembre 2006 probablement parce qu'il portait une barbe et des habits traditionnels musulmans. Cinq hommes musulmans sont présentement ciblés par des certificats de sécurité, soupçonnés par le gouvernement fédéral d'être des terroristes. Ils sont détenus sans accusations et sur la base de preuves secrètes depuis des années et risquent la déportation vers la torture. Nous demandons la fin de la détention des réfugiés et l'arrêt des déportations. Les racines du racisme sont profondes au Canada, un pays bâti sur le vol de la terre et le génocide contre les autochtones. Les policiers d'ici participent aussi aux guerres impérialistes en collaborant avec des forces policières qui commettent des massacres (comme en Haïti) et qui torturent des gens, font des arrestations et détentions arbitraires (comme en Afghanistan).

4) ARRÊTEZ LA CRIMINALISATION DE LA DISSIDENCE, LIBÉREZ TOUS ET TOUTES LES PRISONNIERS ET PRISONNIÈRES POLITIQUES!

La police de Montréal a continué à violer le droit de manifester en 2006, avec 33 arrestations le 15 mars, plus ou moins trois arrestations de masse et trois perquisitions contre des militants et militantes pour les droits des animaux. Malgré une demande de l'ONU de faire une enquête publique sur les agissements de la police de Montréal, le gouvernement fait la sourde oreille et la police continue de réprimer la dissidence.

RASSEMBLEMENT:

Judi le 15 mars 2007 à 17h, au métro Snowdon

Plus d'informations :
site du COBP: www.cobp.ath.cx

Canada, hors de l'Afghanistan

Le mois de mars 2007 marquera le quatrième anniversaire de l'invasion de l'Irak. L'occupation subséquente du pays a dévasté la région et, à ce jour, aurait tué plus de 655 000 civil-e-s.

Pendant ce temps, George W. Bush a annoncé l'envoi de 20 000 soldats de plus en Irak, une manœuvre qui ne pourra qu'entraîner davantage de destruction. Cette mesure intensifiera également les efforts de recrutement du côté des États-Unis, qui ciblent de façon disproportionnée les jeunes issu-e-s de milieux populaires, marginalisé-e-s par le même système que la soi-disante « guerre au terrorisme » prétend défendre.

De plus, le gouvernement canadien continue d'appuyer les projets impérialistes des États-Unis au Moyen-Orient, notamment par le biais des 2 500 soldats canadiens qui occupent actuellement l'Afghanistan. Cette occupation militaire est masquée derrière des prétextes de « reconstruction » et de « libération » des femmes.

Au même moment, Stephen Harper a fait connaître son appui indéfectible à l'offensive israélienne contre le Liban et la Palestine. Cette agression militaire, qu'il a qualifiée de « réponse mesurée », a tué plus de 1 000 civil-e-s à l'été 2006.

Le 17 mars 2007, dans le cadre d'une journée internationale d'action contre l'occupation de l'Irak, nous prendrons les rues pour la justice, pour la dignité de tous les peuples et contre toutes les occupations, où qu'elles soient.



Contingent anti-impérialiste Bloquez l'empire!

**Samedi le 17 mars 2007
Rassemblement 12:00 du
Parc Norman-Bethune,**

(coin Guy et De Maisonneuve)
Métro Guy-Concordia
Le contingent joindra
la marche d'Échec à la guerre
<http://blocktheempire.blogspot.com>

Manifestation d'Échec à la guerre

**Samedi le 17 mars 2007
Départ à 13 heures du
Carré Dorchester**

(coin Peel et René-Lévesque)
www.echecalaguerre.org

Au-delà de la gratuité scolaire...

GARANTIR UN REVENU MINIMAL : UNE NÉCESSITÉ SOCIALE

Par Rémi Bellemare-Caron et
Hubert Gendron-Blais
Étudiants à l'UQÀM en science politique et
en communication, politique et société

Dans son congrès d'hiver 2003, les membres de l'ASSÉ se sont positionnés pour l'établissement d'un revenu minimum garanti pour tous et toutes¹. Afin d'alimenter le débat sur la définition de la gratuité scolaire – tout en montrant que la gratuité est loin d'être une revendication « irréaliste et extrémiste » comme certain-e-s l'ont trop souvent prétendu-, cet article se veut être un survol de cette revendication aux implications sociales des plus déterminantes.

Tout d'abord, il nous incombe d'expliquer ce qu'est, concrètement, le revenu minimum garanti. Il s'agit en fait d'une mesure de redistribution du revenu qui allouerait mensuellement un montant minimal à tous les membres de la population afin de s'assurer que tous et toutes aient accès à une entrée d'argent assurée et ce, de manière régulière. En effet, le but de ce genre de mesure est de briser la spirale de la marginalisation causée par un revenu insuffisant, incertain et l'impossibilité d'intégrer pleinement la société. Cela vaut donc aussi, et surtout, pour les étudiants et étudiantes qui peuvent et doivent avoir, eux et elles aussi, la possibilité de participer activement à leurs milieux de vie tout en subvenant à leurs besoins de base, ce qui pourrait être rendu possible par l'établissement d'un revenu minimum garanti venant libérer le temps habituellement alloué au travail². De cette façon, il serait possible de sortir du carcan actuel, c'est-à-dire cette obligation de travailler qui nous limite grandement, voire empêche totalement pour certains et certaines, de participer à l'élaboration théorique et pratique de changements sociaux par le biais de l'implication dans des groupes sociaux comme l'ASSÉ, des groupes politiques, etc.

Le droit de choisir son mode de vie

Comme nous l'avons dit, ce type de programme serait particulièrement utile, voire nécessaire, pour les gens aux études. Il est évident qu'en tant qu'êtres humains que nous sommes, nous devons nous alimenter convenablement, nous loger, nous vêtir, nous déplacer et, évidemment, payer nos études et les nombreuses dépenses qui s'y rapportent. Ces besoins ne sont toutefois pas que des nécessités : chaque être humain y a droit. Il faut aussi se rappeler qu'étudier à l'université, cinq cours par session, correspond à 45 heures de travail par semaine ; dans ces conditions, il est donc presque impossible physiquement de travailler plus de 15 heures pour la même période de temps. Cela explique en grande partie pourquoi, au Québec, la majorité des personnes qui étudient au Cégep se situent sous le seuil de pauvreté, alors qu'une forte proportion d'universitaires s'y

retrouve aussi, mais dans une moindre mesure³. Certes, il est possible d'étudier et de travailler à la fois – nous le faisons presque tous et toutes- mais en demeurant dans une situation précaire ; est-ce là les meilleures conditions d'études ? Il est presque impossible dans cette situation d'obtenir les bourses d'excellence qui requièrent des résultats hors pairs et donc le temps nécessaire pour les obtenir. Ainsi, ce type de bourses est rarement, voire jamais, attribuées aux personnes en ayant le plus besoin. Deux choix se posent donc à nous dans la situation actuelle: étudier et travailler davantage pour avoir un salaire décent mais en étant constamment sous pression ou encore étudier en vivant largement sous le seuil de la pauvreté tout en pouvant participer à l'amélioration de la société en y apportant notre réflexion et notre action. Ainsi, la mise en place du revenu minimal garanti permettrait aux étudiantes et aux étudiants une réelle possibilité de choisir leur mode de vie : travailler plus pour se payer des

« la mise en place du revenu minimal garanti permettrait aux étudiantes et aux étudiants une réelle possibilité de choisir leur mode de vie »

biens de luxe ou se contenter d'un revenu minimal et ainsi pouvoir s'impliquer dans ce qui nous intéresse. Ce choix est essentiel et ne devrait pas être dicté par des impératifs économiques et ainsi réservé à ceux et celles qui ont les moyens de choisir. Or, pour que soit instauré un système de revenu minimum garanti, il faut cesser de considérer l'éducation comme un boulet, mais bien comme une source de réflexion, de débats et de connaissances utiles à la société.

Étudier, un travail intellectuel créateur

De nos jours, le fait d'être un citoyen ou une citoyenne actif, active est souvent synonyme de travailler : hors du travail, aucune activité, productive, utile à la société ne semble être possible. Pourtant, dès 1946, l'acte fondateur du syndicalisme étudiant dont se revendique l'ASSÉ, la Charte de Grenoble, définissait clairement les études comme un travail intellectuel. Cette prise de position marque un changement radical dans le statut de l'étudiant-e : au lieu d'être considéré-e comme un simple profiteur du système éducatif, l'étudiant-e devenait alors un travailleur intellectuel dont le devoir était dorénavant d'interroger, de critiquer l'ordre établi non par simple plaisir, mais par nécessité sociale.⁴ Cette profonde rupture établissait le mouvement étudiant en tant que force créatrice questionnant la société sur son propre fonctionnement, remettant en question les normes instituées afin de développer une véritable société démocratique, pour tous et toutes.

Citons à titre d'exemples le rôle essentiel du mouvement étudiant sud-africain dans la lutte contre l'apartheid, celui des États-Unis dans les mobilisations contre la guerre du Viet-Nam ou encore la place des étudiants et étudiantes dans le soulèvement à la Place Tien An Men en Chine. C'est dans cette lignée que de trop rares profs virent la grève générale illimitée de 2005 comme une avancée démocratique: «La contestation étudiante nous rappelle que la démocratie ne peut faire l'économie d'une prise en charge collective de la suite du monde (...) elle nous invite à opposer un refus du nouvel ordre global qui s'infiltré dans tous les pores de la société.»⁵. Ainsi, au-delà des penseurs qui virent en l'action politique du mouvement étudiant la source de la prochaine grande révolution sociale⁶, il nous incombe d'affirmer que financer la réflexion de la jeunesse est d'abord et avant tout financer l'émergence du développement d'idées qui, espérons-le, révolutionneront le monde de demain, pour développer l'inspiration du changement social sans lequel toute vie collective meurt lentement de contemplation conservatrice, atrophiée d'immobilisme.

De la réflexion... à l'action

Revendiquer le revenu minimum garanti est certes noble en soi, mais la seule réflexion ne fera pas émerger de changement social. Il ne faut pas oublier que la distribution des revenus entre les différents groupes de la société n'est que le résultat d'un rapport de forces entre ceux-ci,⁷ et que ces forces sont toujours en mouvance, s'affrontant depuis des lustres. En effet, c'est par l'action politique réfléchie et la mobilisation massive que les mouvements sociaux parviendront à modifier cet équilibre des forces permettant ainsi des transformations sociales fondamentales. L'ASSÉ n'y fait pas exception. Aurons-nous la force de revendiquer un revenu minimal pour tous et toutes? Un jour ou l'autre, il faudra sans doute l'envisager et prendre les moyens pour y parvenir.

1. Procès-verbal du Congrès de l'ASSÉ d'hiver 2003, disponible à : www.asse-solidarite.qc.ca/ dans la sous-section Instance de la section Document du site.

2. Ce qui n'empêche nullement les gens qui désirent des revenus supplémentaires pour se procurer des biens non-essentiels à travailler en surplus.

3. « ... les revenus annuels bruts moyens des étudiant-e-s collégiaux étaient de 7 465 \$ par année, et ceux des étudiants et étudiantes universitaires de 11 156 \$ » : *Tarifification de l'éducation postsecondaire ou gratuité scolaire?* Recherche de l'IRIS disponible à : www.asse-solidarite.qc.ca

4. Union national des étudiants français (UNEF). Charte de Grenoble. 1946, disponible sur wikipedia sous l'entrée Charte de Grenoble.

5. Gilles Coutlée, Luce Des Aulniers, Serge Proulx et Jean Pichette (sous la dir.). « Si la jeunesse se refroidit... ». In Carré rouge : la grève étudiante du printemps 2005. Montréal : édition libre, 2006.

6. Mentionnons entre autres Marcuse, Certeau, Castoriadis...

7. Cornelius Castoriadis. Une société à la dérive : entretiens et débats 1974-1977. Paris : Seuil, 2005, p.199.

Comment contribuer au journal

L'Ultimatum est un journal fait bénévolement par et pour les étudiants et les étudiantes. Pour continuer de vivre, il a besoin de l'aide et des contributions de personnes comme toi!

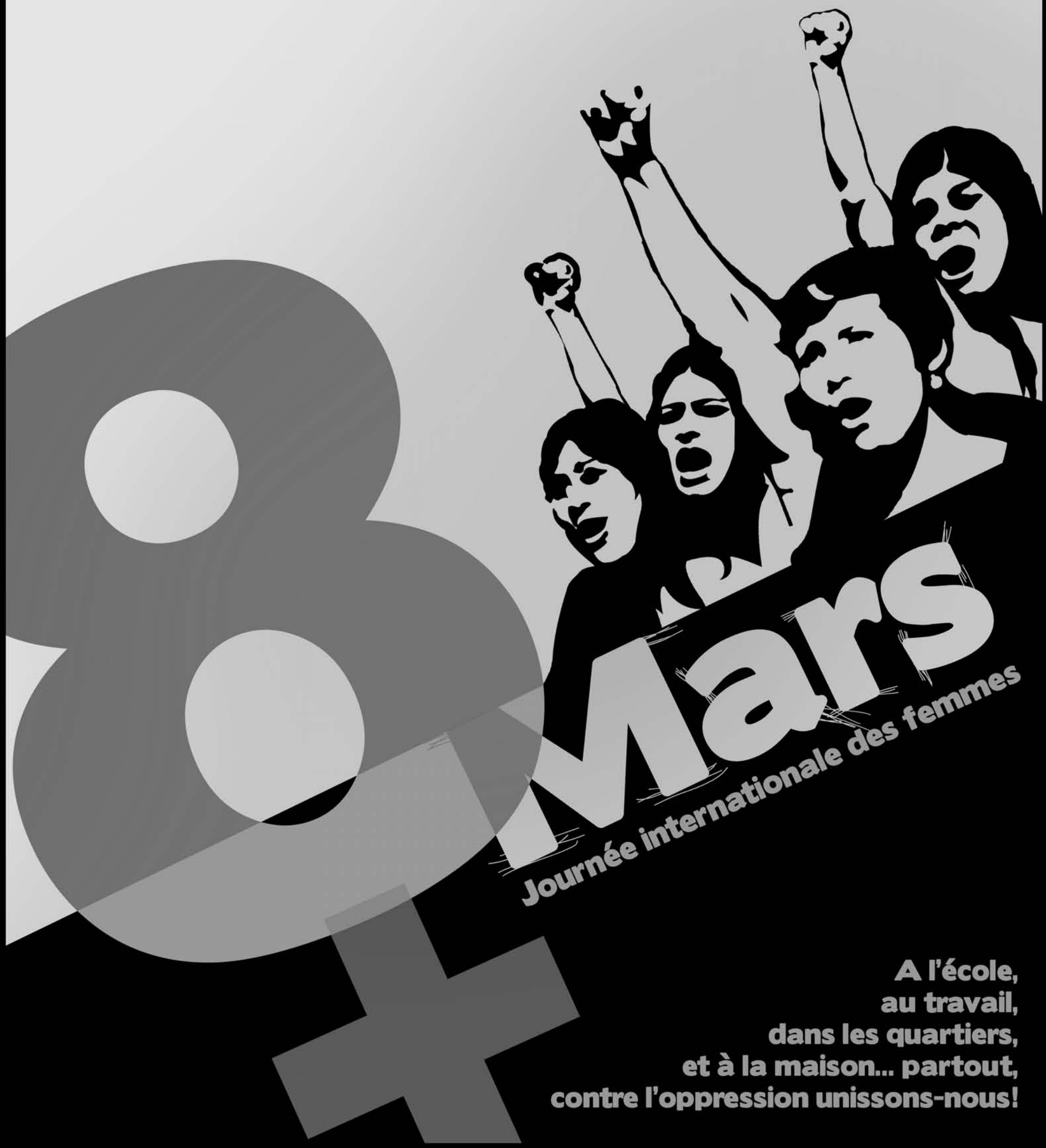
Tu peux contacter directement le
Comité journal de l'ASSÉ à :
ultimatum@asse-solidarite.qc.ca

Voici quelques façons de contribuer à l'Ultimatum :

- ★ En écrivant des articles
- ★ En étant impliqué-e sur le Comité journal
- ★ En le diffusant dans ton milieu
- ★ En créant des dessins ou illustrations
- ★ En proposant des sujets à traiter

Être femme, c'est de l'action directe tous les jours.

FÉMINISTES, DEBOUT !



Womars
Journée internationale des femmes

**A l'école,
au travail,
dans les quartiers,
et à la maison... partout,
contre l'oppression unissons-nous!**

Quête d'égalité, jeu de pouvoir

Par le Conseil exécutif de l'ASSÉ

En général, on affirme aujourd'hui que la quête d'égalité entre hommes et femmes est chose du passé. L'égalité serait en réalité atteinte, et toute mesure pro-féministe est décriée comme étant une manifestation explicite de sexisme. À l'ASSÉ, nous avons pourtant choisi d'inclure une revendication féministe dans le plan d'action annuel, celle portant sur la conciliation étude-famille. Mieux, diverses mesures visant à véhiculer les idées féministes sont présentes à l'intérieur même des structures de l'ASSÉ. On ne s'en cache pas, on a des positions féministes. Est-ce dépassé? Est-ce sexiste?

Égalité : plusieurs points de vue

Nous sommes en train de prendre part à une véritable reconfiguration politique de la quête d'égalité entre hommes et femmes. Les concours offrant des implants mammaires aux femmes n'ont jamais été aussi populaires : partout dans la société on fête LA femme, celle qui est réduite à son rôle sexuel. Au même moment, les masculinistes revendiquent que le 9 mars devienne la journée internationale des hommes : pourquoi les hommes n'auraient-ils pas droit à leur fête eux aussi? Peut-être veulent-ils aussi partager le sort de toutes celles qui se font charcuter, torturer et tuer parce qu'elles se font répéter depuis l'enfance que c'est ce qu'elles doivent faire pour plaire?

“ Il faut surtout montrer notre désaccord complet avec tout ce qui, dans la politique comme dans nos rapports avec les autres, contribue à créer l'oppression envers les femmes.”

Il y a bel et bien des domaines où la quête d'égalité reste à faire, qu'on pense à rendre l'éducation accessible ou encore à mettre fin à la violence conjugale (car nous ne devons jamais oublier qu'il y a eu bien des Marc Lépine dans le passé, et que les crimes haineux envers les femmes sont encore et toujours un fléau très présent autour de nous). Même la lutte pour l'égalité des droits n'est pas aussi acquise qu'on le croit. Elle reste toujours d'actualité, notamment en ce qui concerne l'équité salariale. L'entente survenue récemment ne parvient pas à compenser pour des décennies d'injustice...

De plus, même l'égalité est désormais susceptible de se retourner contre les femmes, car c'est en son nom qu'on nie qu'il existe encore des rapports de pouvoir les opprimant systématiquement. On nous dit égaux et égales, pourtant c'est une majorité d'hommes qui parlent et une majorité de femmes qui se taisent. Tant que nous ne reconnaitrons pas que nous obéissons toujours à une construction sociale créant une inégalité réelle entre hommes et femmes, nous ne ferons que justifier le patriarcat, c'est-à-dire l'oppression des femmes érigée en un système régissant toutes les sphères de nos vies.

Des coupures qui font mal

La tendance à faire de l'égalité des femmes et des hommes un fait accompli est particulièrement vive dans le monde politique, qu'on pense par exemple à l'idée de remplacer le Conseil du Statut de la femme du Québec par un Conseil de l'égalité. De plus, le 25 septembre 2006, le gouvernement Harper coupait 5 des 12,7 millions consacrés à Condition féminine Canada. Simples coupures administratives? Les choix politiques du gouvernement sont clairs en ce qui concerne les femmes. Sa priorité est d'en finir avec le féminisme pour remettre une vision archaïque des rôles sexuels à l'ordre du jour. On ne peut comprendre autrement ses coupures de 1,2 milliards dans les services de garde, budget désormais consacré à rien de moins qu'à l'incitation pure et simple aux femmes à rester à la maison.

La réforme du Programme de promotion de la femme constitue un autre exemple des positions gouvernementales. Si le budget de cet organisme est demeuré intact, son mandat a récemment changé de cap : les groupes de femmes qui revendiquent ou qui font de l'information politique ne sont désormais plus admissibles. Pire, on évalue maintenant les demandes au cas par cas, suggérant que les femmes qui ont besoin de soutien sont des cas isolés, des problèmes spéciaux, des anormales. On nie complètement la responsabilité sociale dans un tel domaine. Il coûte beaucoup moins cher à l'État de patcher le problème que faire des changements structurels pour l'enrayer à long terme.

Une réaction s'impose

Même les acquis si chèrement gagnés, ceux qui devaient jadis nous mener vers une société plus égalitaire, sont maintenant menacés par cette nouvelle donne politique. Devant cette tangente qui pèse lourd, impossible de rester stoïques.

À l'ASSÉ, il a d'abord été décidé d'aller à l'encontre des autres mouvements sociaux et de faire du féminisme une lutte intégrale. En milieu politique, il est nécessaire d'instituer des

Table des matières

Historique du 8 mars p. 3

Les conditions de vie des femmes immigrantes p. 4

Femmes et syndicalisme p. 5

La marchandisation du corps des femmes et la prostitution p. 6-7

Fathers for justice et le masculinisme p. 8

Qu'est-ce que l'ASSÉ, Qu'est-ce que l'Ultimatum? p. 9

mesures spécifiques afin que les femmes puissent faire entendre leurs revendications et leurs besoins. Sinon, nous répétons trop souvent nos construits sociaux et les femmes sont reléguées au rôle de secrétaire tandis que les hommes discutent...

Nous croyons que l'action collective est le seul moyen de faire avancer la lutte féministe. Il faut intégrer une analyse genrée à notre discours, questionner les gouvernements actuels, créer un débat et remettre de l'avant nos revendications pour être entendu-e-s. Il faut surtout montrer notre désaccord complet avec tout ce qui, dans la politique comme dans nos rapports avec les autres, contribue à créer l'oppression envers les femmes.

ACTIONS ET MOBILISATIONS POUR LE 8 MARS...

Journée internationale des femmes

Dans le cadre de son plan d'action, l'ASSÉ vous invite à participer aux actions et activités suivantes:

Fini la précarité ! Fini la pauvreté !

Profitez du 8 mars pour se solidariser et s'organiser contre la pauvreté des femmes. C'en est assez ! Passons à l'action !

Programmation de la journée non-mixte :

- 10h : Action
- 11h : Léger goûter
- 13h : Atelier-discussion sur les femmes et la guerre

Rendez-vous et informations :
Centre des femmes d'ici et d'ailleurs
- 7737, rue St-Denis, métro Jarry
- Téléphone : (514) 495-7728
- Site Internet : antipatriarcat.org/cfia

Réclamons les racines de la résistance féministe

Manifestation le 8 mars 2007

- À 18h00, à la place Émilie-Gamelin, métro Berri-UQAM

Amenez vos drapeaux, bannières et pancartes

Pour plus d'informations :
Centre des travailleurs immigrants et travailleuses immigrantes :
- Téléphone : (514) 342-2111

À Québec

Sacoches et mailloches
Un spectacle fait par des femmes pour des femmes, organisées par Ainsi squattent-elles

À compter de 20h au café-bar l'Agité-e (251 Dorchester, coin Prince-Édouard)

“Réclamons les racines de la résistance féministe”¹

Par Lizanne Guay

Étudiante en sociologie à l'UQAM

D'abord, on attribue les origines du 8 mars au souvenir de grèves menées par des ouvrières à New York en 1857 et en 1908. Or, il semblerait que ces grèves n'auraient jamais existées, puisque les historiennes n'ont jamais trouvé les sources de ces événements. Quoi qu'il en soit, les origines du 8 mars sont liées à la lutte pour le droit de vote de femmes et aux luttes internes dans les divers partis socialistes de l'époque, soit la nécessité d'une lutte de classes et une lutte des sexes pour constituer la pleine émancipation des femmes.

En effet, du 22 novembre 1909 au 15 février 1910, la Grève des Chemisières fait rage à New York et mobilise entre 20 000 et 30 000 chemisières et chemisiers. En fait, 80% des grévistes sont des femmes¹. Sous l'initiative de l'exécutante au parti Lena Morrow-Lewis, le Parti socialiste américain organise le 27 février 1910 le Woman's Day. L'objectif était de galvaniser la lutte des femmes afin d'augmenter le nombre de femmes dans la lutte de classes. Le droit de vote, l'indépendance économique et l'égalité complète figurent parmi les revendications de ce Woman's Day². D'ailleurs Lena Morrow-Lewis souligne que l'indépendance économique est la pierre angulaire pour mettre fin à l'exploitation sexuelle des femmes³. Concernant la sexualité, Alexandra Kollontaï innovera à un point tel que son analyse est encore d'une cruelle actualité en 2006. Interpellées par ces revendications qui reconnaissent l'oppression spécifique des femmes, les grévistes reprennent la rue et participent en grand nombre à cette journée historique. C'est donc les ouvrières qui ont participé au Woman's Day et non le Woman's Day qui fut instauré suite à la grève des chemisières.



Clara Zetkin

Lors du Congrès de la IIe Internationale socialiste en août 1910, inspiré par sa camarade américaine Lena Morrow-Lewis, l'Allemande Clara Zetkin propose le 8 mars comme Journée internationale des femmes en souvenir de la fameuse grève de 1857 où la police auraient exercé une répression hors du commun envers les ouvrières! C'est donc 130 femmes d'une quinzaine de pays qui vote en faveur de cette proposition et se rallie sous la bannière « La libération des femmes par le socialisme⁴ » dans le but de faire une lutte en faveur du suffrage universel⁵.

C'est donc en 1911 que la première Journée internationale des femmes prend forme grâce à Clara Zetkin et Alexandra Kollontaï. En effet, des millions de femmes manifestent dans toute l'Europe⁶ pour revendiquer une amélioration de leurs conditions de travail, le droit de vote et l'égalité entre les hommes et les femmes.

D'ailleurs, c'est le début pour Kollontaï d'un important travail intellectuel et révolutionnaire sur l'oppression spécifique des femmes. Elle montre alors l'importance de la lutte des sexes au sein de la révolution socialiste. Elle figure parmi les premières féministes révolutionnaires et a subi le chauvinisme au sein même de son organisation compte tenu de ces théories sur la libération sexuelle et la destruction de la famille qui critiquent ouvertement la ligne de son parti.



Alexandra Kollontaï

Puis, le 8 mars 1917, en Russie, les ouvrières défient la direction du Parti socialiste et manifestent à St-Petersbourg. La colère aura été si grande que ce 8 mars déclenche la Révolution de février (selon le calendrier tsariste). En 1921, Lénine déclare le 8 mars comme la Journée des femmes. En fait, il est à noter que les pays ayant été sous la zone d'influence de l'U.R.S.S. ont rapidement adopté le 8 mars comme Journée internationale des femmes: en 1946, pour les pays de l'Est, mais c'est aussi le cas pour la Chine en 1924, bien avant qu'elle devienne la République populaire de Chine. De plus, la Journée des femmes est un jour férié au Laos et en Russie. Au Québec, le premier 8 mars fut coordonné en 1971

“ l'histoire nous le démontre bien, les gains en éducation se font dans la rue. Seule la lutte paie”

par le Front de libération des femmes et avait pour principale revendication l'accès à l'avortement libre, gratuit et sur demande. C'était une lutte des femmes pour la réappropriation de leur corps. Quant aux institutions capitalistes, ce n'est qu'en 1977 que les Nations Unies officialisent le 8 mars comme la Journée internationale des femmes qui prend souvent l'allure d'une fête des Mères ou d'un hommage à la superwoman.

Bref, la Journée internationale des femmes sert à défendre les droits des femmes contre les oppressions spéci-

ifiques dont elles sont victimes en tant que femme. D'autant plus que celles-ci représentent la majorité des personnes faisant partie des classes sociales les plus défavorisées. Donc, la lutte des sexes va de pair avec la lutte des classes.

Politique de féminisation de l'ASSÉ

DEVOIRS, RESPONSABILITÉS ET COMPORTEMENT DES DÉLÉGUÉ-E-S AUX INSTANCES

ARTICLE 18 des Statuts et règlements

L'ensemble des personnes déléguées et des représentants et représentantes de toutes les instances de l'ASSÉ doivent féminiser l'ensemble de leurs interventions publiques (écrites et/ou orales).

La politique de féminisation est la suivante :

À l'oral : Les mots ayant une différence au niveau de la sonorité doivent être féminisés au long et les mots dont la sonorité ne change pas ne sont dits qu'une seule fois.

À l'écrit : Les mots ayant une différence au niveau de la sonorité doivent être féminisés au long et les mots dont la sonorité ne change pas doivent être féminisés à l'aide du trait d'union (-) selon les règles de la grammaire française.

Et c'est dans ce sens que l'ASSÉ invite les étudiants et les étudiantes à participer à la manifestation organisée par le Centre des travailleurs immigrants et des travailleuses immigrantes le 8 mars 2007 à 18h00 à la Place Émilie-Gamelin. Ce sera alors l'occasion privilégiée pour défendre les revendications féministes de l'ASSÉ sur l'accès à l'avortement libre et gratuit, un meilleur programme de prêts et bourse pour les familles étudiantes, constituées en large partie par des mères monoparentales, et aussi l'accès à des garderies publiques, gratuites et flexibles dans les institutions post-secondaires.

1. Slogan du Centre des travailleurs et des travailleuses immigrantes pour la campagne du 8 mars 2007.

2. Renée Côté, La journée internationale des femmes ou les vrais faits et les vraies dates des mystérieuses origines du 8 mars jusqu'ici embrouillées, truquées, oubliées : la clef des énigmes la vérité historique, des éditions féministes Remue-ménage, p.105.

3. Idem p 99.

4. Idem p 98.

5. Idem p 136.

6. Idem, p.134.

Le parrainage : La dépendance imposée aux femmes en recherche de statut

Par **Francesca Cancino,**
Étudiante en droit à l'UQAM

Les immigrants et immigrantes vivent d'énormes difficultés dans leur processus d'intégration au Canada. En effet, ceux-ci et celles-ci doivent tout d'abord se battre pour l'obtention d'un statut et ensuite surmonter toutes les difficultés relatives à l'intégration à un nouveau pays. La situation est d'autant plus difficile pour les femmes immigrantes, puisqu'en plus d'être confrontées au racisme, celles-ci doivent faire face au sexisme.

Les principales raisons poussant les personnes à quitter leur pays d'origine sont d'ordre politique, social ou économique. Ainsi, globalement, ces personnes cherchent à améliorer leur qualité de vie ou tout simplement à survivre lorsqu'elles font l'objet de persécutions. Les critères de sélection permettant à une personne d'intégrer le Canada comme personne immigrante indépendante sont assez exigeants et dispendieux. Ainsi, plusieurs personnes se voient contraintes de demander le statut de réfugié-e ou doivent faire une demande afin d'être parrainé-es lorsqu'un parent est déjà citoyen ou résident permanent du Canada. Dans ces cas là, le processus d'intégration est encore plus difficile puisque la vulnérabilité liée à ces statuts de dépendance face au gouvernement ou au parent, s'ajoute aux barrières linguistiques et culturelles déjà existantes. Le statut de parrainé-e est celui qui cause le plus de problèmes puisqu'il a pour effet d'enlever toute autonomie à la personne parrainée et il confère un grand pouvoir à la personne ayant la citoyenneté ou la résidence permanente canadienne.

Très souvent, ce sont les femmes qui se font parrainer par leur mari ou conjoint, ce qui a pour effet de les rendre complètement dépendantes de celui-ci, menant parfois à subir de grands abus. La situation de certaines de ces femmes est alarmante, c'est pourquoi plusieurs groupes féministes se sont penchés sur la question et ont permis d'améliorer les conditions de certaines de ces femmes immigrantes. À titre d'exemple, la recherche-action *Qui prend pays... L'impact du parrainage sur les droits à l'égalité des femmes immigrantes* 1 publiée en mars 2001 nous rappelle les problématiques entourant la situation de ces femmes.

Tout d'abord, le parrainage se définit comme une entente qui lie les époux et les épouses et oblige le conjoint à subvenir aux besoins essentiels de sa conjointe pour une période pouvant aller de un à trois ans au Québec et pour une période de dix ans dans le reste du Canada. La conjointe, pour sa part, doit promettre d'essayer raisonnablement de subvenir elle-même à ses besoins essentiels ou d'en faire la demande au conjoint en évitant ainsi d'avoir recours à l'aide sociale. Il est important de noter que si le conjoint ne fournit pas les besoins essentiels à la vie de la conjointe, celui-ci peut faire l'objet d'une poursuite judiciaire. Cependant, ce recours néglige grossièrement la réalité des femmes et les conséquences dont elles pourraient être victimes lorsqu'elles se retrouvent dans cette situation.

Plusieurs problèmes se posent alors aux femmes faisant une demande de parrainage. Premièrement, lorsque la demande de résidence permanente est effectuée à partir du Canada, les femmes doivent obtenir des permis de travail ou d'études afin de pouvoir vivre une vie normale. Hélas, ces permis doivent être payés de la poche de la parrainée en plus du montant payé pour

leur demande de résidence, sans compter que ces permis ont une durée limitée et qu'il faut donc les renouveler. De plus, la délivrance de ces permis peut prendre un certain temps. Il y a même certaines femmes qui se retrouvent sans statut lorsque leur demande de résidence permanente n'a pas encore été effectuée et que leur permis d'étude ou de travail vient à expirer, ce qui est assez problématique étant donné l'inaccessibilité aux différents services sociaux dû à l'état d'illégalité. Les différents processus bureaucratiques sont aussi complexes, surtout pour une nouvelle arrivante qui ne maîtrise pas la langue officielle du pays. Puis, selon les dires de plusieurs parrainées, les agents et les agentes d'immigration n'expriment pas toujours le désir d'informer les personnes immigrantes convenablement.

Ensuite, ces femmes se retrouvent confrontées à d'autres difficultés au niveau de leur vie conjugale. En effet, la dépendance à laquelle le statut de parrainée les assujettit se reflète de plusieurs façons. Par exemple, il se peut que certaines de ces femmes aient développé une certaine autonomie dans leur pays d'origine, que ce soit à travers leur travail ou leurs études. Une fois arrivées au Canada toutefois, elles ne peuvent continuer à être autonomes à cause de la non obtention automatique de leur permis de travail ou la non reconnaissance de leurs études, ce qui est assez fréquent. Cette situation peut avoir des effets psychologiques pour les femmes qui se voient inactives et se sentent comme un « fardeau » pour leur conjoint. Ainsi, ce dernier se retrouve à exercer un contrôle financier sur la femme allant jusqu'à abuser de son pouvoir en exerçant aussi un contrôle sur la vie sociale de sa conjointe. C'est dans ces cas que le plus grand danger réside. En effet, certaines femmes ne sont pas poussées à se révolter en cas d'abus étant donné qu'elles estiment être redevables envers leur conjoint qui leur a permis de résider au Canada. Ce phénomène d'ordre psychologique a été baptisé la « dette de parrainage ». Toujours selon la recherche-action sur ce sujet, certains hommes se serviraient de cette « dette » afin de contrôler leurs conjointes et de les manipuler, tout en croyant que celles-ci leur doivent d'être éternellement reconnaissantes. Ce sentiment de redevance amène plusieurs femmes à endurer les caprices et même la violence verbale ou physique du mari. Puis, il est important de noter que la violence physique est un phénomène assez répandu, la moitié des femmes ayant participé à la recherche en question ont dit avoir subi une violence physique de la part de leur conjoint et certaines d'entre elles de façon répétée. D'autres femmes endurent ces abus par crainte que leur conjoint ne cesse de les parrainer ou parce qu'elles croient qu'en dénonçant celui-ci, elles pourraient être expulsées du pays ou avoir des problèmes avec la justice. La menace d'expulsion se trouve intensifiée lorsque la femme craint de perdre la garde de son enfant né au Canada alors que le père est résident permanent. Dans les faits, le conjoint peut renoncer au parrainage pendant toute la période du processus d'obtention de la résidence permanente, mais une fois la femme ayant obtenu le statut de résidente permanente elle ne peut plus être « renvoyée » par le conjoint. Cependant, plusieurs hommes menacent tout de même leur conjointe d'expulsion après leur obtention de la résidence, profitant ainsi de l'ignorance que ces femmes ont vis-à-vis de leurs droits.

Comme on peut le constater, les immigrants et immigrantes sont généralement confronté-es à maintes difficultés d'adaptation, dont le fameux

« choc culturel » qui peut durer pendant plusieurs années. Cependant, les femmes parrainées vivent une situation encore plus précaire dû à leur dépendance prévue par la loi face à leur conjoint et à leur isolement. De plus, elles sont éloignées de leur famille et elles n'ont pas accès pour certaines aux différents services sociaux favorisant leur intégration étant donné leur situation d'attente de statut ou de permis. Toutefois, ces difficultés ne sont pas insurmontables et après plusieurs efforts, nombres de femmes ayant vécu cette situation ont réussi à s'en sortir en recherchant sans cesse un brin d'autonomie dès leur obtention du statut de résidentes permanentes. La connaissance réelle de leurs droits est ainsi indispensable pour l'autonomie de ces femmes.

1 : Côté, Andrée, Marie-Louise Côté et Michèle Kérisit, *Qui prend pays... L'impact du parrainage sur les droits à l'égalité des femmes immigrantes*, Table féministe francophone de concertation provinciale de l'Ontario, 2001.

Les femmes autochtones, courage, solidarité et espoir

Collaboration spéciale

Par Julie Rousseau

Candidate à la maîtrise en sexologie à l'UQAM

Présidente du Cercle des premières nations de l'UQAM

L'événement de la journée internationale de la femme offre l'opportunité de se remémorer l'histoire des femmes à travers les cultures, les luttes, les revendications, mais surtout de prendre conscience du chemin parcouru par celles-ci. Lorsque je regarde les femmes qui m'entourent, je vois du courage, de la force, beaucoup de sourires, de la solidarité et de l'espoir. Pourtant, lorsqu'il est question de celles-ci, on parle davantage en terme de victimes et de problématiques sociales. En effet, les femmes autochtones doivent composer avec une image très peu valorisante. Certes, les conditions de vie des femmes autochtones sont peu éloquentes, mais elles ne représentent pas pour autant leurs principales caractéristiques. J'ai voulu ici vous témoigner de mon expérience en tant que jeune innue auprès des femmes que je côtoie. Ces femmes sont, entre autres, ma mère et mes deux sœurs. Elles sont des modèles de femmes où la famille est l'élément central à la réussite. Elles tiennent le fort tout en pourvoyant au moindre besoin du noyau familial. Au loin des 500 kilomètres qui me séparent d'elles, j'entrevois cette lumière qui me guide dans mes moments de solitude et d'insécurité. Elles me permettent aussi de garder contact avec ma culture.

La vie familiale et communautaire chez les femmes autochtones est viscérale. À travers les difficultés, les embûches et les discriminations quelles doivent surmonter, ces valeurs fondamentales les amènent à voir la vie sous un angle plus positif et rempli d'espoir. Un espoir de laisser aux générations futures ce même goût de la vie, car chez les Autochtones, le lien rattachant un ou une jeune et une personne plus âgée est sacré.

Ainsi, en cette journée dédiée aux femmes, je vous invite à partager et à discuter avec des femmes et des hommes dont les expériences vous inspirent. C'est à travers nos expériences, mais aussi à travers celles des autres que nous apprenons à bâtir un avenir meilleur.

Féminisme et syndicalisme de combat à l'ASSÉ

Par Marie-Michèle Withlock,
Étudiante à l'UQAM et
à l'Université de Sherbrooke

Les femmes sont encore les plus pauvres, l'équité salariale n'est toujours pas gagnée, elles sont encore victimes de violence, bref le féminisme a encore sa raison d'être. Plusieurs groupes féministes existent au Québec pour défendre les droits des femmes et ils mettent en priorité l'amélioration des conditions de vie des femmes. Par ailleurs, il reste encore beaucoup de travail à faire, et ces groupes féministes ne peuvent mener seuls le combat. Il est important que tous les mouvements sociaux progressistes intègrent la lutte féministe dans leurs plans d'action, leurs revendications et leur façon de faire.

L'ASSÉ est un syndicat étudiant de combat, ce qui signifie qu'elle met de l'avant une analyse globale des problèmes sociaux et qu'elle utilise des moyens d'action selon son rapport de force pour défendre le droit à l'éducation. Présentement, les étudiantes sont plus endettées que les étudiants, le système d'éducation est mal adapté pour les mères monoparentales (horaires des garderies inadéquats), les femmes se retrouvent dans des secteurs d'études souvent moins bien rémunérés sur le marché du travail, etc. Le devoir de l'ASSÉ est de défendre les droits et les intérêts des membres, donc des étudiantes. Celles-ci ont des problèmes spécifiques auxquels on doit s'attarder. La population étudiante doit s'unir pour améliorer le système

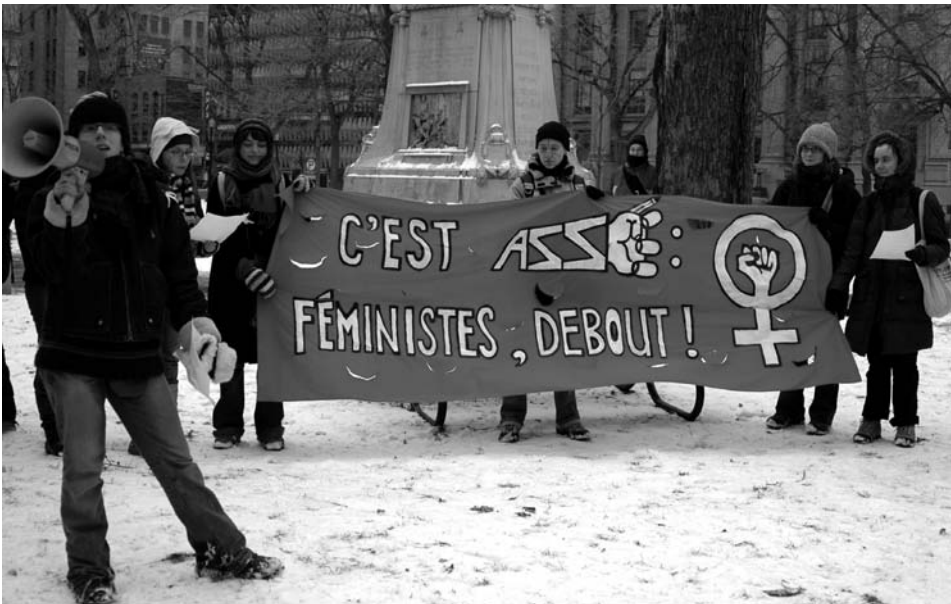
d'éducation, ainsi que pour se défendre des attaques incessantes du système capitaliste et patriarcal. C'est face à cette réalité que le mouvement étudiant s'est armé du syndicalisme de combat.

En plus des inégalités entre hommes et femmes dans le système d'éducation, il ne faudrait pas oublier que ces femmes ne sont pas seulement des étudiantes. Elles font face à d'autres réalités telles que la publicité

“C'est par la solidarité entre les mouvements sociaux, mais aussi entre les féministes de tous les groupes que les femmes amélioreront leurs conditions de vie.”

sexiste, les normes de beauté que la société leur impose, les difficultés d'être mère monoparentale, les emplois précaires, etc. C'est pourquoi le mouvement étudiant doit aussi mobiliser la population étudiante sur des enjeux sociaux qui dépassent la sphère de l'éducation.

Dès la fondation de l'ASSÉ, il y a six ans, les membres se sont doté-e-s de revendications féministes, d'un comité femme ainsi que de mesures favorisant l'implication des femmes. Ensuite, l'ASSÉ a organisé à plusieurs reprises des campagnes de mobilisation spécifiques à la lutte féministe.



C'est par la solidarité entre les mouvements sociaux, mais aussi entre les féministes de tous les groupes que les femmes amélioreront leurs conditions de vie. Cette solidarité doit s'appuyer sur des principes et des moyens d'action clairs pour qu'une réelle union soit possible. Le système capitaliste et patriarcal ne s'effondra pas si le mouvement se divise.

Deux petites définitions essentielles:

Capitalisme :

Apparu il y a environ deux cent ans en Europe occidentale, le capitalisme est le régime social qui domine aujourd'hui pratiquement sans partage dans le monde. Les sociétés capitalistes sont caractérisées par des rapports sociaux d'exploitation et de domination entre différentes classes sociales. Parmi celles-ci, les deux principales sont la bourgeoisie, détentrice des moyens de production, et la classe des travailleurs et des travailleuses, dépourvue de moyens de production et contrainte de vendre sa force de travail en échange d'un salaire. En empochant les profits engendrés par la production et la vente des marchandises, c'est une partie du travail des salarié-e-s que les capitalistes s'approprient. C'est précisément ce qu'on appelle l'exploitation.

Patriarcat :

Le système patriarcal renvoie aux rapports profondément inégalitaires entretenus entre les hommes et les femmes tout au long de l'histoire. Longtemps centré autour de ce qu'on a appelé la famille patriarcale – dans laquelle l'homme exerçait son autorité sur son épouse et ses enfants et disposait notamment de leur travail – le patriarcat se reproduit aujourd'hui sous des formes très diversifiées dans une multitude d'institutions. Si la famille est encore un lieu de rapports inégalitaires entre homme et femmes, par exemple dans le partage des tâches ménagères, du soin et de l'éducation des enfants, ou dans une violence conjugale persistante, l'inégalité se rencontre aussi largement sous la forme des rapports sociaux capitalistes, dans les ghettos d'emploi et l'inégalité des salaires sur le marché du travail. Sans pouvoir prétendre à l'exhaustivité, ajoutons également l'exploitation sexuelle que constitue la prostitution, la domination brutale qui se manifeste par le viol, la discipline sociale associée à un idéal de beauté, etc. En somme, un système bien difficile à résumer...

Petit manuel de dépistage du publisexisme

"Chaque jour, nous sommes exposés à plus de 1 500 annonces, ce qui constitue possiblement la force éducationnelle la plus puissante de la société. [...Les annonces] vendent des valeurs, des images et des concepts de succès et d'estime, d'amour et de sexualité, de popularité et de normalité. Elles nous disent qui nous sommes et qui nous devrions être."

- Jean Kilbourne, "Beauty and the Beast of Advertising"

1- Supériorité : Attention au positionnement, à la taille, au niveau d'attention de l'homme par rapport à celui de la femme, montrés dans l'annonce. L'homme est au dessus,

plus haut lorsque le couple est étendu, il regarde droit dans l'objectif alors que la femme a le regard détourné et est rêveuse...

2- Démembrement : Les parties du corps de la femme sont traitées séparément, "[...] perpétuant le concept selon lequel le corps d'une femme n'est pas relié à sa pensée et ses émotions. Le message caché : Tant qu'une femme a de belles jambes, qui s'intéresse à ce qu'elle est ?" Par ailleurs, la tâche d'être belle n'est jamais terminée, il faudra à la femme des seins fermes, des lèvres douces et pulpeuses et un beau derrière pour aller avec ses jambes - éléments qu'on pourra certainement se procurer grâce à une

autre publicité.

3- Enfantillage : "Alors que les hommes montrés seuls sont sûrs d'eux, forts et sérieux, la femme présentée seule est enjouée, badine, perpétuant l'idée selon laquelle les femmes sont des enfants et ne peuvent être prises au sérieux."

4- Inclinaison : La femme ploie, se courbe, que ce soit de façon détendue, séductrice ou soumise. "Elle paraît déséquilibrée, insécure et faible." L'homme, lui, se tient droit, inflexible et maîtrise la situation.

5- Domination/violence : Le maquillage marqué autour des yeux, la coiffure échevelée, la femme prostrée ou

étendue par terre, dominée par la caméra. L'œil au beurre noir revampé et l'agression glamour !

6- La femme fantasme : Toutes les situations précédentes, mais avec une victime consentante, célébrée et délicieusement perverse. Le message cette fois-ci : la femme aime être dominée, choisit de traiter son corps comme une machine de sexe et de séduction, et prévoit elle-même l'heure et du lieu de son viol collectif.

Inspiré d'une recherche de Barbie White, Media&Values, sur l'étude Gender Advertisement par Erving Goffman, Harper Colophon Books, 1979. Traduction libre.

Opposition à la marchandisation du corps des femmes et travail du sexe: putain de controverse!

Par Sandra Bérubé,
Étudiante au cégep de Sherbrooke

L'un des éléments féministes intégré au discours de l'ASSÉ est sa position contre tout concept relié à la femme-objet, menant entre autres à la marchandisation du corps des femmes. L'année passée, une vaste campagne contre la marchandisation du corps des femmes a été menée par l'ASSÉ. Généralement, la revendication semble référer à la dénonciation de l'idéal standardisé, entre autres martelé par les médias. Ce fut le cas lors de la campagne de l'an passé. Celle-ci fut un succès, comme en témoignent les nombreux autocollants «Sale pub sexiste!» encore visibles un peu partout au Québec... Toutefois, un aspect relié à la marchandisation du corps des femmes n'a pas été abordé de front : celui de la prostitution ou du travail du sexe.

La position sur la marchandisation, par extension logique, condamne la prostitution. Or, ce sujet épineux divisant historiquement les féministes en deux camps rivaux ne fait pas non plus consensus au sein de l'ASSÉ, en témoigne notre position par rapport à cette question. La réflexion que j'aimerais ouvrir est celle-ci : la position des militantes et militants de l'ASSÉ est-elle réellement aussi claire que l'entend

dizaines d'années. Comment se fait-il que l'ASSÉ ait adopté une position impliquant de manière sous-entendue le travail du sexe sans d'abord avoir eu un débat de fond sur la question? Quoique les enjeux de la prostitution soient un sujet extrêmement complexe aux facettes et réalités multiples, il est possible de tenter de brosser un portrait des positions généralement défendues. D'un côté, la prostitution est dépeinte comme de l'exploitation, de l'autre, elle est présentée comme un travail comme un autre.

D'un côté, il y a les abolitionnistes. La revendication contre la marchandisation du corps des femmes s'inscrit dans cette ligne de pensée. Selon ce point de vue, la prostitution ne peut être définie comme un travail : elle est une activité d'exploitation intrinsèquement liée à la violence et à l'oppression des femmes. Cette vision implique la position de victime des prostituées, qui dans leurs actes acceptent la non réciprocité dans les rapports sexuels ; autrement dit, le viol. Les abolitionnistes considèrent la prostitution comme de l'esclavage sexuel, enclavé dans un système patriarcal. Celui-ci s'instaure entre autres par le biais d'un moyen de dernier recours à l'intérieur d'un cadre systémique ne permettant pas aux femmes de s'en sortir autrement, l'aliénation face à un cadre violent ou si ce n'est carrément par obligation. Si certaines prostituées clament choisir ce qu'elles font, c'est parce qu'elles ont intégré le discours de leur oppression, entre autre par une survalorisation malsaine de la séduction et une fausse impression de pouvoir qui, en fait, les hommes. Cette vision visant à abolir la prostitution est soutenue par le fait que la prostitution met en jeu la santé et la sécurité des femmes et des enfants. Ceci s'illustre par la violence dont est imprégné ce milieu et l'ampleur du phénomène du trafic sexuel devenant encore plus généralisé avec le phénomène de la mondialisation.

L'industrie de ce trafic toucherait plusieurs millions de personnes mais les tentatives pour chiffrer la réalité sont trop floues pour avoir accès à des données fiables.

De plus, le proxénétisme est un élément central de la prostitution. Le crime organisé restant de loin l'acteur le plus avantage dans l'industrie du sexe, les prostituées ne touchant qu'un infime pourcentage des recettes engendrées, que l'ONU estime à environ 14 milliards de dollars annuellement. Les tentatives de légalisation ou de décriminalisation faites dans certains pays tels l'Allemagne ou les Pays

Bas n'ont pas éliminés les réseaux illégaux ni permis une amélioration notable de l'accès aux services sociaux pour les prostituées (5 à 10% seulement se seraient enregistrées auprès du gouvernement). Si certaines personnes dans le camp des abolitionnistes envisagent une voie impliquant la criminalisation du proxénétisme et des clients parallèlement à la décriminalisation des prostituées (dans le cadre de programmes d'employabilité, possibilité de dénoncer proxénètes et mauvais clients, comme en Suède), plusieurs maintiennent

Quelques suggestions parmi tant d'autres pour approfondir le débat :

Du camps des abolitionnistes:

Les livre «La prostitution, un métier comme un autre» (Yolande Geadah) et «Prostitutions, perspectives féministes» (Élaine Audet), le site Sisyphe

Du camp des travailleurs et travailleuses du sexe:

Le groupe et le site de STELLA, les projections de la «Putain de Compil» (Les lucioles, les panthères roses et Stella), le livre *Fières d'être putes* (Nikita et Schaffauser)

la ligne dure et restent sur leurs gardes. Un discours tendant vers la décriminalisation est considéré comme un glissement dangereux vers la banalisation et le cautionnement de l'esclavage sexuel.

S'oppose à cette tendance le camp des travailleurs et travailleuses du sexe, luttant pour avoir des droits. Ses principes sont basés sur le respect du libre-choix et de l'autodétermination. Il s'agit de la réclamation du droit à disposer de leurs corps et de leurs esprits comme elles et ils l'entendent. Ces grands principes du féminisme leurs sont pourtant refusés. Parmi les détracteurs de cette vision, il y a certainement les proxénètes exploitant nombre de personnes pratiquant le travail du sexe, ainsi que tant de clients profitant du système déficient pour violenter et violer. Mais également et surtout, le camp réfractaire est composé des abolitionnistes et du monde politique qui confondent les droits humains et la morale, sabotant leurs tentatives pour obtenir des conditions de vie décentes et la dignité. Pourtant, le camp du travail du sexe s'oppose fermement à l'exploitation, à la coercition, au trafic et à la manipulation. Loin de jouer le jeu des exploiters, les groupes de lutte pour les travailleurs et travailleuses du sexe travaillent avec acharnement à faire sortir du milieu les personnes voulant s'en extraire et à éliminer la prostitution des mineur-es. Ces groupes travaillent également à pouvoir exercer leur métier de manière indépendante, en fixant leurs propres conditions, de manière sécuritaire et digne, tout en pouvant bénéficier du système judiciaire et de santé sur le même pied d'égalité que les autres travailleurs et travailleuses. À l'instar de Stella à Montréal, des groupes de lutte sont présents à l'échelle planétaire et s'organisent dans ce sens.

“La position sur la marchandisation, par extension logique, condamne la prostitution. Or, ce sujet épineux divisant historiquement les féministes en deux camps rivaux ne fait pas non plus consensus au sein de l'ASSÉ”

la revendication contre la marchandisation du corps des femmes? Devrait-on y voir une erreur, une lacune, un manque de nuance ou, à l'opposé, considérer l'opposition à la prostitution comme indiscutable?

Avant de se lancer, il importe de cerner la définition du concept de la femme-objet, de cette marchandisation du corps des femmes. Est-il seulement relié au travail du sexe ? En se fiant à l'Office québécois de la langue française, la marchandisation est un «processus de transformation d'objets, de ressources, d'activités de tous les domaines de la vie en produits de commerce qui ont acquis une valeur marchande et qui peuvent éventuellement être échangés sur un marché, selon l'offre et la demande.». Force est d'admettre que la prostitution doit être considérée comme une forme de marchandisation, en l'occurrence généralement celle du corps des femmes, par la rétribution de services de nature sexuelle. La revendication contre la marchandisation du corps des femmes inclus donc l'opposition à la prostitution.

Putain de débat en perspective ! Les positions sur la prostitution sont depuis longtemps divisées. Deux camps s'affrontent et cette divergence profonde n'échappe pas au milieu féministe, et ce, depuis des

Qu'est-ce que nous dit la publicité sexiste ?

Tiré du site internet de l'ASSÉ
Par le Centre des femmes de
l'Université du Québec à Montréal

Objectivation

La publicité tend à faire des femmes des objets, au sens propre et figuré. Les publicitaires placent les femmes dans des positions inconfortables, anormales, les jambes écartées ou les corps tordus, dans un déséquilibre qui accentue leur fragilité, leur vulnérabilité et leur disponibilité.

L'accent est mis uniquement sur les jambes, les seins ou les cuisses, réduisant les femmes non seulement à un simple corps, mais surtout un corps objet de désir. Lorsque le visage est montré, l'insistance est portée sur une bouche entrouverte, désirante et désirable. Il arrive même que des signes ou objets quelconques obstruent le cou ou la bouche, réduisant les femmes à l'état de silence ou leur coupant littéralement la tête.

“Plus souvent, les hommes sont en état d'action, en position de pouvoir. Les femmes sont plutôt en état de passivité et de disponibilité, soumises à la volonté d'une autre personne.”

Quant au regard, il est la plupart du temps oblique ou dirigé vers le bas, signe manifeste de soumission. Souvent, la tête est tout simplement coupée de l'image ; cette symbolique assez usitée n'est pas innocente et passe le message insidieux qu'il n'est même pas nécessaire pour les femmes de posséder une tête, tant qu'elle possède un corps à donner aux regards.

Hypersexualisation/Bestialité/Pornographie

La publicité propose actuellement des modèles hypersexualisés qui tendent vers la pornographie. Des images que nous voyons à tous les jours pourraient très bien se retrouver dans des magazines pornographiques, si certains détails n'étaient pas dissimulés par une marque de

vêtement ou de laveuse.

Cela ne marque pas l'acceptation d'une sexualité ouverte et libre - au contraire, il s'agit plutôt d'une imposition unilatérale d'une sexualité dominée par les hommes, dans laquelle les femmes sont des objets mis au service des fantasmes masculins.

On n'hésite plus à montrer dans la publicité des images de sexualité violente dont les femmes sont le plus souvent les victimes, quand elles ne sont pas clairement associées à des animaux. Cette bestialité est surtout manifeste chez les femmes de couleur, qui, par leur exotisme, sont naturellement associées à une sexualité débordante et incendiaire. Ces images fondent une idée de la sexualité qui est fautive, faisant de la violence ou de la bestialité des comportements non seulement normaux, mais attendus.

Exploitation des rôles traditionnels hommes-femmes

La publicité, comme la majorité de l'information que l'on reçoit, reprend, renforce et construit des conceptions du féminin et du masculin. Cependant, la publicité tend à consolider les différences entre les genres, et à caractériser des identités stéréotypées. Un fossé énorme sépare les intérêts des hommes des femmes.

Plus souvent, les hommes sont en état d'action, en position de pouvoir. Les femmes sont plutôt en état de passivité et de disponibilité, soumises à la volonté d'une autre personne.

L'hétéronormativité est presque toujours de mise : l'hétérosexualité est érigé état « naturel » des êtres humains, et rarement présente-t-on d'autres formes de relations.

Bref, la publicité crée des attentes quant aux traits de caractère, du rôle et de l'image que doivent avoir les hommes comme les femmes. En les soumettant à la pression de ces objectifs inaccessibles, la publicité pousse les gens à consommer toujours plus afin de s'approcher d'un idéal qui n'a jamais existé.

Suite de la page 6...

Si la situation est pour le moment loin d'être parfaite, il en a déjà été ainsi pour les travailleurs et travailleuses de tous les autres secteurs, ainsi que les femmes en général ; de l'esclavage et de l'exploitation sauvage sont nées des révoltes et de l'organisation. Lorsqu'on parle de métiers du sexe, non seulement l'organisation est décriée mais les travailleurs et travailleuses sont ostracisés et leurs voix discréditées. En attendant, le trafic, la violence et les viols continus et les vic-

times de ces actes n'ont pas de recours. Pis encore, les travailleuses et travailleurs du sexe se placent en position d'arrestation dès leurs tentatives pour se sortir de ce milieu ou porter plainte. Être violée, être fatiguée en rentrant du boulot, ce n'est pas considéré de la même façon pour une architecte ou une travailleuse du sexe. En février dernier, La Presse nous apprenait que des dons de danseuses pour la Société canadienne du cancer du sein sont refusés pour ne pas que les gros donneurs soient associés à ça.

Le droit et le libre-choix à disposer de son corps et de son esprit, les principes d'équité salariale, la dénonciation de la dévalorisation, le droit de choisir les termes et conditions de sa vie, d'avoir des services accessibles et de qualité, l'abolition de la discrimination, de la domination et de l'oppression, c'est ce pour quoi les travailleuses et travailleurs du sexe luttent et s'organisent.

Ce texte est loin d'avoir étayé la totalité des arguments des deux grandes tangentes du débat

La répétition d'un message unique

La répétition fait mal : c'est la répétition, jour après jour, d'images de femmes comme objets sexuels, qui donne toute sa perversité au message publicitaire. Ces images de sexualité, sous un mode nymphomane ou lolita, ne sont contrebalancées que par d'autres stéréotypes : la jeune vierge effarouchée, la sainte mère de famille et la méchante belle-mère.

Nulle place pour des femmes « ordinaires », menant une vie en équilibre entre un travail, une famille, des amis, des engagements politiques ou culturels et, aussi, une vie sexuelle.

La vie des femmes semble déterminée par leur sexualité - ou plutôt par l'idée que les

hommes - publicitaires, propriétaires d'entreprises, consommateurs - s'en font.



Mention spéciale : American Apparel

Les gagnants toutes catégories confondus : hypersexualisation, objectivation, passivité, sexualité déviante, bestialité...

Certaines publicités de cette compagnie de vêtements soi-disant éthique encouragent le tourisme sexuel, le snuff (film porno violent « fait maison ») ou la comparaison (humoristique ?) entre une chienne et une femme !

Ces mannequins, dont la fonction de travailleuse pour la compagnie est secondaire à leur sexualité, sont presque toujours non-blanches. Leur corps est offert à qui voudra les prendre ; d'ailleurs, le photographe les prend la plupart du temps en contre-plongée, dans un lit défait ou par terre. Si les femmes prises en photos changent à chaque semaine, révélant leur caractère jetable, on suppose que le photographe reste le même.

entourant la prostitution. Il n'a pas la prétention d'être neutre, ni ne prétend à avoir pu saisir toute la complexité du phénomène. Toutefois, la question initialement posée reste : doit-on préciser la revendication de l'ASSÉ concernant la marchandisation du corps des femmes? Serait-il préférable de l'affirmer clairement ou laisser planer des sous-entendus? Ou encore, devrions-nous ouvrir un débat de fond sur cette question controversée qui sommes toute, a été galvaudée dans l'adoption de cette revendication?

Recrudescence des anti-féministes: les masculinistes

Par Geneviève Simon
Étudiante au Cégep de Maisonneuve

La plupart des femmes ont l'impression que, de nos jours, le féminisme est une lutte gagnée. Détrompez-vous! Il y a de cela à peine quelques années, les femmes n'avaient pas le droit de vote, pouvaient se faire violer par leur mari sans recours juridique contre leur agresseur et ne gagnaient pas les mêmes salaires. L'égalité des sexes s'acquiert par la lutte.

Une lutte d'ailleurs trop souvent oubliée. Le 8 mars approchant à grand pas, il est temps de se commémorer les efforts mis par nos mères et nos grand-mères pour nous assurer des droits. Nous venons à peine, au Québec, d'obtenir une certaine équité salariale arrachée de force à nos gouvernements et les chèques ne sont même pas tous envoyés. Malheureusement, la plupart des femmes ou des jeunes ne se sentent plus touchés par les inégalités liées au sexe. Alors que le féminisme perd des adeptes, le masculinisme, lui, monte en flèche. Déjà, les gains obtenus par de longues luttes sont remis en question. Les groupes masculinistes se créent et s'organisent rapidement et ils pourraient avoir des effets néfastes pour la cause des femmes.

La plupart des mouvements féministes considèrent le masculinisme comme un mouvement visant à défendre des privilèges masculins dans notre société et ce, même au détriment des droits des femmes. Le masculinisme est en fait un regroupement anti-féministe, qui considère les femmes et les féministes comme la source des problèmes masculins. En fait, ce serait la faute des femmes qui ont mené une lutte pour acquérir des droits si, par exemple, le taux de décrochage scolaire est plus élevé chez les hommes que chez les femmes ou encore le fait que les femmes obtiennent plus souvent la garde de leurs enfants que les hommes.

Bref, les groupes masculinistes prônent un retour aux sociétés patriarcales d'antan. Les femmes auraient effectivement ébranlé les hommes dans leur assurance personnelle en réclamant d'être reconnues comme égales aux hommes à part entière. Certains hommes se sentiraient moins diminués si les femmes, jeunes ou vieilles, reprenaient la place qui leur revient selon eux: une bonne femme au foyer à l'écoute de son mari, prête à faire le souper tout en étant moins éduquée qu'actuellement (évidemment!). Car, en effet, comment pourrions-nous redevenir les bonniches de ces hommes si nous connaissons nos droits, nos acquis, l'Histoire, etc... Tant de connaissances ne pourraient qu'être néfastes

pour la domination du patriarcat.

D'ailleurs, parlons-en du patriarcat! À peine est-il un peu ébranlé par les luttes récentes des femmes que certains hommes crient au scandale! Pourtant, malgré les luttes acharnées des féministes, le patriarcat est toujours un système en place dans notre société. Plusieurs exemples concrets le démontrent très bien. N'y a-t-il pas plus d'hommes que de femmes qui gouvernent au Québec comme au Canada? Les emplois typiquement masculins ne sont-ils pas encore mieux rémunérés que les emplois typiquement féminins à tâches similaires? La femme ne doit-elle pas toujours être perçue comme un objet désirable pour l'homme, tel que véhiculé par les médias et les propagandistes? Le patriarcat est donc toujours bien présent.

En fait, le masculinisme est apparu dans les années 1950 aux États-Unis. Les pre-

“Alors que le féminisme perd des adeptes, le masculinisme, lui, monte en flèche. Déjà, les gains obtenus par de longues luttes sont remis en question”

miers masculinistes se révoltaient du fait qu'ils avaient perdu tel ou tel procès contre leurs anciennes compagnes et se faisaient voir comme des martyrs. Pourtant, comme l'affirme le chercheur Jean-Claude St-Amant de l'Université Laval, le masculinisme n'est qu'une réaction: « On peut justifier très facilement de parler de condition féminine, comme



on peut parler de condition ouvrière ou, ici au Canada, de condition autochtone; il s'agit là de groupes particuliers qui, pour un certain nombre de raisons,

subissent des discriminations. Mais on a utilisé le terme et on l'a tout simplement inversé: si la condition féminine existe, il existerait aussi une condition masculine. Le tout part du raisonnement suivant: s'il y a égalité entre les sexes, il doit y avoir un pendant masculin à la condition féminine. A ceci près qu'il n'y a pas de réalité qui rejoint les mots, il n'y a pas d'hommes systématiquement discriminés en tant qu'hommes. Oui, il y a des discriminations sur la base de la classe sociale où des hommes sont aussi victimes, mais ils ne le sont pas en tant qu'hommes. Donc, à partir de concepts détournés de leur sens, les "masculinistes" se sont donnés une légitimité, en disant par exemple, il y a du "féminisme", pourquoi pas du "masculinisme", il y a une condition féminine, donc il doit y avoir une condition masculine ».

Le masculinisme n'est donc qu'une idéologie réactionnaire qui met sur les épaules des femmes tous les problèmes des hommes. Rappelons-nous de la fusillade à la Polytechnique: Marc Lépine y avait tué une dizaine d'étudiantes de façon préméditée. Un groupe masculiniste, l'Après-Rupture, défend toutefois ce fou, en affirmant que Marc Lépine n'était pas sexiste, qu'il était en fait « un défenseur des droits des hommes extrémistes » et qu'« il se battait contre le sexisme féministe ».

Un autre bon exemple de groupes masculinistes est Fathers-4-Justice. Derrière des pancartes aux allures dramatiques, du genre « Papa t'aime » se cachent certains hommes frustrés par la condition féminine. Un tour sur le site Internet: <http://www.papataime.com/quebec.html> ou encore <http://www.fathers-4-justice.ca/portail/index.php> permet de voir ces frustrations anti-féministes. Ils s'y amusent à dénoncer des féministes ou à insulter des femmes.

Pourtant, les femmes se sentent aujourd'hui beaucoup plus libres dans leurs agissements et bon nombre d'hommes semblent bien heureux que leurs copines, amies, amoureuses, aient une tête sur les épaules et soient considérées comme égales à l'Homme.

Sources:

http://www.arte.tv/fr/histoire-societe/Quand_20des_20p_C3_A8res_20se_20vengent/Le_20masculinisme/813720.html

<http://nefac.net/node/1810>

<http://www.fathers-4-justice.ca/portail/index.php>

<http://www.papataime.com/quebec.html>

Qu'est-ce que l'ASSÉ

L'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) est une organisation de type syndical qui regroupe, à l'échelle du Québec, plusieurs associations étudiantes à la fois collégiales et universitaires. Elle incarne, aujourd'hui, la continuité d'un courant qui a fait du mouvement étudiant, depuis quarante ans, un acteur incontournable de la société québécoise et un important agent de progrès social en éducation.

Le droit à l'éducation

L'ASSÉ considère l'éducation comme un droit fondamental pour les membres de la société et non comme un privilège. Dans cette optique, chaque membre de la société a le droit à une éducation gratuite publique, accessible, laïque et de qualité, libre de toute forme de discrimination.

En matière de frais de scolarité, la seule politique progressiste c'est sans équivoque la gratuité scolaire à tous les niveaux pour tous et toutes. Elle représente un objectif indispensable dans la lutte au régime discriminatoire de l'endettement étudiant, qui obstrue l'accès des personnes à faible revenu à l'enseignement supérieur, reproduisant les inégalités sociales. Par ailleurs, pour que le système d'éducation permette l'épanouissement politique, social, économique et culturel de ses bénéficiaires, il ne peut être que public. Son financement doit donc être assuré par l'État. C'est ce qui motive l'ASSÉ à dénoncer la tendance des dernières années, encouragées par le recul du financement public, à la colonisation des institutions d'enseignement par les entreprises privées. Celles-ci doivent plutôt contribuer au financement des établissements scolaires par le biais des impôts et non par des investissements directs qui subordonnent les activités d'éducation aux étroites finalités de la production capitaliste. Ainsi, il est impératif, afin d'avoir un enseignement de qualité, d'obtenir un réinvestissement massif de fonds publics.

Une stratégie efficace

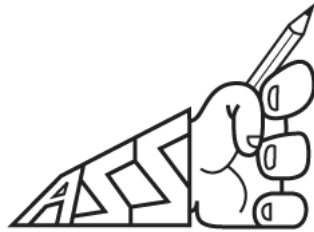
On ne peut dissocier l'analyse de la pratique. À des revendications progressistes, en rupture avec l'ordre établi, correspond nécessairement une stratégie d'action particulière. Cette stratégie c'est le syndicalisme étudiant de combat. Cela implique, dans un premier temps, le développement de pratiques syndicales dynamiques et démocratiques.

À ce titre, il faut multiplier les occasions de débats et de pratiques de la démocratie directe. Ainsi, l'assemblée générale est l'endroit par excellence pour ce faire. L'ASSÉ est favorable à l'idée de pousser cette démocratisation le plus loin possible, dans une perspective d'autogestion. En effet, ce sont les personnes qui sont le plus concernées par les décisions prises pour la gestion des établissements d'enseignement qui sont les plus aptes à prendre lesdites décisions. À savoir, les étudiantes, les étudiants et les travailleuses.

De plus, le syndicalisme de combat nous amène à démontrer notre solidarité avec les mouvements sociaux visant le mieux-être de la société. En effet, nous voulons non seulement défendre les intérêts matériels qui nous concernent en tant qu'étudiants et étudiantes mais tout ce qui nous concerne en tant que membres entiers de la société. Cette solidarité entre les luttes sociales permet aussi la construction d'un rapport de force d'autant plus fort pour faire plier le gouvernement, ou les adversaires en cause, et ainsi obtenir les gains des différents groupes engagés dans la lutte.

D'autre part, puisqu'il est impossible de s'en remettre à la bonne volonté des gouvernements et des administrations pour la sauvegarde du droit à l'éducation, il faut miser sur la construction permanente d'un rapport de force, d'un contre-pouvoir. En ce sens, l'ASSÉ travaille sans relâche à l'information et la mobilisation massive et systématique du mouvement étudiant québécois.

Un rapport de force permet une négociation d'égal à égal dans les dossiers et les enjeux qui concernent la population étudiante québécoise et est d'autant plus nécessaire lorsque des décisions sont prises à l'encontre des intérêts des étudiantes et des étudiants. L'ASSÉ ne s'oppose pas à toute négociation. Seulement, elle croit nécessaire que ce genre de processus ne soit entamé qu'une fois que la population étudiante est informée et mobilisée. En plus d'augmenter de façon significative les chances de succès d'un tel processus, cela assure un contrôle démocratique par les Assemblées Générales.



L'ASSÉ, c'est ses membres!

À l'intérieur de l'ASSÉ, chaque association étudiante est souveraine. Les décisions prises par des délégués en Congrès ne deviennent pas automatiquement des résolutions que chaque association membre doit appliquer sans l'accord de l'assemblée générale ! Au contraire, l'ASSÉ encourage et aide les associations membres à tenir des assemblées générales régulièrement afin de donner à celle-ci le dernier mot sur des revendications ou un plan d'action national.

En ce sens, l'ASSÉ est un outil très intéressant qui permet de soutenir une vie démocratique active dans les établissements membres. Pour que cette structure fonctionne efficacement, il est nécessaire que les membres de l'ASSÉ s'y impliquent, la prennent en charge.

Qu'est-ce que l'Ultimatum

L'Ultimatum est le journal de l'ASSÉ, il est produit par le Comité journal aidé par des collaborateurs et collaboratrices. Il est publié plusieurs fois par année et il est distribué par l'entremise des militants et des militantes d'associations étudiantes à travers le Québec. Il a comme but premier de faire la promotion de l'ASSÉ, de ses revendications et de ses plans d'action qui sont votés en Congrès par des délégués des associations membres.

L'Ultimatum se démarque des médias de masse en mettant de l'avant des positions claires et des buts précis sans se cacher derrière une fausse objectivité. Le ton journalistique employé par les grands journaux cache trop souvent des positions favorables à l'idéologie que véhiculent les classes dominantes. L'Ultimatum dévoile l'envers de la médaille sur la question de l'éducation principalement, mais aussi sur d'autres enjeux sociaux en permettant la diffusion d'un point de vue progressiste.

L'information est à la base d'un réel pouvoir. Par la production d'un journal dont le contenu est déterminé par et pour les étudiantes et étudiants (par la pratique de la démocratie directe en Assemblée Générale), l'ASSÉ se dote d'un outil essentiel à la construction d'un rapport de force!

Abonnez-vous à l'Ultimatum!

Si vous êtes intéressé-e-s ou votre organisme est intéressé à s'abonner à notre journal Ultimatum, veuillez remplir le formulaire de demande d'abonnement et nous l'envoyer à notre adresse inscrite dans le formulaire.

Toute reproduction et/ou diffusion des informations contenues dans le présent journal est fortement recommandée et chaudement applaudie... à condition d'en mentionner la source!

Visitez notre site internet!

- Section d'actualités
- Calendrier d'événements
- Banque de documents complète
- Numéros précédents du journal
- Fonction de recherche
- Forum de discussion

www.asse-solidarite.qc.ca



Attention : ce journal est
R UTILISABLE ET
RECYCLABLE !

SVP faites votre part pour l'environnement et réutilisez ce journal en le donnant à une autre personne ou en le déposant dans un présentoir! Sinon, déposez-le dans un bac à recyclage!

Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ)

2570 Nicolet, local 301
Montréal, Québec H1W 3L5,
514-390-0110
www.asse-solidarite.qc.ca

Pour joindre l'exécutif :
executif@asse-solidarite.qc.ca

Pour joindre le comité journal :
ultimatum@asse-solidarite.qc.ca